

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Dans le monde entier, les dirigeants et chefs de l'État doivent agir de concert contre le Covid-19

par Joseph E. Stiglitz*



Joseph E. Stiglitz
(Photo books.cropped.web)

L'impact de la pandémie de Covid-19 sur la santé publique et l'économie des pays en développement ainsi que des pays émergents commence à peine à se faire sentir, mais il est déjà clair que les conséquences en seront dévastatrices. Si la communauté internationale veut

éviter une vague de paiements à défaut, elle doit dès à présent initier l'élaboration d'un plan de sauvetage immédiat.

Dans sa propagation d'un pays à l'autre, le nouveau coronavirus ne tient compte ni des frontières nationales ni des «grands et beaux» murs érigés le long des frontières. Il en va de même pour l'impact économique qu'il a entraîné qui, lui non plus, ne connaît pas de frontières. Devenue évidente dès le début, la pandémie de Covid-19 est un problème mondial nécessitant une solution mondiale.

* Joseph Eugene Stiglitz (*9 février 1943 à Gary, Indiana) est un économiste américain, professeur à l'Université de Columbia ainsi que dans les hautes écoles française de renommée telles l'École polytechnique et Sciences Po Paris. Il a été économiste en chef à la Banque mondiale de 1997 à 2000 et président de l'Association économique internationale de 2011 à 2014. Stiglitz a reçu le prix Nobel d'économie en 2001 pour ses travaux sur la relation entre information et marchés, conjointement à George A. Akerlof et Michael Spence. Il a publié de nombreux livres, également disponibles en version allemande et française, dont «La grande désillusion», Ed. Fayard, Paris 2002, (Globalization and its discontents); Le véritable coût des guerres, Conséquences économiques et politiques du conflit irakien, (The True Costs of War), Le prix de l'inégalité, Comment la division de la société menace notre avenir, Ed. Les liens qui libèrent, Paris, 2012 (The price of inequality); «La grande fracture», Ed. Les liens qui libèrent, Paris, 2015 (The great divide: unequal societies and what we can do about it)

Pour les économies des pays développés, la compassion devrait être une motivation suffisante au soutien d'une approche multilatérale. Mais agir au niveau global également le propre intérêt des états. Tant que la pandémie continuera à sévir en un endroit donné, elle constituera une menace partout ailleurs, tant sur le plan épidémiologique qu'économique.

Les effets de Covid-19 sur les pays en développement et les pays émergents commencent à peine à se faire sentir. Il y a de bonnes raisons de penser que ces pays seront beaucoup plus touchés par la pandémie que les économies avancées ne l'ont été. Après tout, les habitants des pays à faible revenu ont tendance en général à se rapprocher les uns des autres. Il existe dans leur population une importante fraction souffrant de problèmes de santé préexistants, ce qui la rend plus vulnérable aux maladies. Et les systèmes de santé de ces pays sont encore moins préparés à faire face à une épidémie que ceux des économies développées (qui ont eux-mêmes rarement fonctionné sans heurts).

Le 30 mars, un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement a fourni un premier aperçu de ce qui attend les pays émergents et en développement. Les plus performants d'entre eux dépendent d'une croissance entraînée par les exportations, à présent sur le point de s'effondrer avec la déroute de l'économie mondiale. Il n'est pas surprenant que les flux d'investissement mondiaux dégringolent, en même temps que les prix des matières premières, ce qui laisse penser que les exportateurs de ressources naturelles ont devant eux un trajet difficile à parcourir.

Cette évolution se reflète déjà dans les différences de rendement de la dette souveraine des pays en développement. Pour de nombreux gouvernements, il sera extrêmement difficile, voire impossible, de servir leurs dettes cette année, dans des conditions raisonnables. En outre, les pays en

développement n'ont à leur disposition que des possibilités plus restreintes et plus difficiles pour faire face à la pandémie. Quand les gens vivent au jour le jour en l'absence de toute protection sociale appropriée, la moindre perte de revenus peut signifier la famine. En outre, ces pays ne peuvent imiter les mesures américaines incluant (jusqu'à présent) un paquet économique à hauteur de 2000 milliards de dollars, ce qui va augmenter le déficit budgétaire à environ 10% du PIB (s'ajoutant au déficit de 5% déjà présent avant la pandémie).

Faisant suite au sommet – virtuel – d'urgence du 26 mars 2020, les dirigeants du G20 ont publié un communiqué dans lequel ils s'engagent à «faire tout ce qui est nécessaire dans l'emploi de tous les instruments politiques disponibles pour minimiser les dommages économiques et sociaux de la pandémie, rétablir la croissance mondiale, maintenir la stabilité des marchés et renforcer la résilience». A cette fin, au moins deux choses sont à réaliser pour remédier à la situation désastreuse des pays émergents et en développement. Il faudrait tout d'abord tirer profit des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international, une sorte de «monnaie mondiale» que l'institution a été autorisée à instaurer lors de sa création.

Les DTS sont un élément essentiel de l'ordre monétaire international préconisé par John Maynard Keynes lors de la conférence de Bretton Woods en 1944. L'idée directrice se résume ainsi: Puisque en temps de crise tous les pays veulent évidemment protéger leurs propres citoyens et leurs économies, la communauté internationale devrait disposer d'un instrument pour aider les pays qui en ont le plus besoin sans affecter les budgets nationaux. L'émission normalisée de DTS – environ 40% des DTS étant destinés aux économies émergentes et en développement – en générerait un apport considérable. Mais il serait encore mieux si des économies avancées, comme les Etats-Unis, faisaient

don ou prêtaient (à des conditions préférentielles) leurs DTS à un fonds fiduciaire pour aider les pays les plus pauvres. Il faudrait s'attendre à ce que les pays fournissant cette aide imposent des conditions, en particulier que l'argent mis à disposition ne soit pas employé à indemniser les créanciers. Il est également décisif que les pays créanciers des pays émergents et en voie de développement apportent leur aide tout en s'engageant à reporter l'ajournement du service de la dette. Pour comprendre à quel point ceci est important il suffit d'observer actuellement l'économie américaine. Le mois dernier, le Ministère américain du logement et du développement urbain a annoncé qu'il n'y aurait pas de saisies sur les prêts hypothécaires garantis par le gouvernement fédéral pendant 60 jours. En substance, cette politique s'inscrit dans la cadre d'un «report» étendu à l'ensemble de l'économie américaine à titre de réponse à la crise du Covid-19. Les travailleurs restent chez eux, les restaurants demeurent fermés et les compagnies aériennes sont presque toutes à l'arrêt. Pour quelle raison les créanciers devraient-ils être autorisés à continuer à percevoir des rendements élevés, alors même que les taux d'intérêt qu'ils appliquent auront déjà créé un coussin de sécurité suffisant? Si les créanciers n'accordent pas ce report d'échéance, de très nombreux débiteurs sortiront de la crise avec plus de dettes qu'ils ne seront capables de rembourser. Ces reports sont aussi importants au niveau international que national. Dans les conditions actuelles, de nombreux pays ne peuvent tout simplement pas assurer le service de leur dette ce qui, sans report global d'échéances aboutira à des défauts de paiement massifs et continus. Dans un grand nombre de pays émergents et en voie de développement, le gouvernement n'a pas d'autre choix que celui de transférer davantage de revenus aux créanciers étrangers ou d'admettre que ses propres citoyens en meurent. Ce dernier point était bien entendu inacceptable pour la plupart des pays, le véritable dilemme pour la communauté internationale se situe alors entre un report contrôlé ou un report non contrôlé, ce dernier scénario entraînant inévitablement de graves troubles et des coûts considérables au détriment de l'économie mondiale.

Il serait naturellement bien mieux encore de disposer d'un mécanisme institutionnalisé de rééchelonnement de la dette publique. La communauté internationale a tenté d'atteindre cet objectif en 2015, lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, à une écrasante majorité, un ensemble de principes communs. Malheureusement, ce processus cadre n'a pas reçu l'indispensable accord de la part des principaux pays créanciers. Il est probablement trop tard à présent pour mettre en place un système similaire face à la crise actuelle. Mais il y aura inévitablement d'autres crises. Cela signifie que la restructuration de la dette constitue une priorité absolue en période post-pandémique.

Selon les mots immortels de John Donne, «Aucun homme n'est une île...» Aucun pays non plus – comme le démontre de façon évidente la crise du Covid-19. A condition que la communauté internationale veuille bien retirer la tête du sable.

Source: <https://www.project-syndicate.org/commentary/covid19-impact-on-developing-emerging-economies-by-joseph-e-stiglitz-2020-04> du 06/04/2020

(Traduction Horizons et débats)

La CNUCED préconise un programme global d'aide aux pays en voie de développement

ef. Le 30 mars 2020, la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) a présenté son rapport: «The Covid-19 Shock to Developing Countries: towards a «whatever it takes» programme for the two-thirds of the world's population being left behind». (Le choc du Covid-19 chez les pays en voie de développement: vers un programme «Quoi qu'il en coûte» pour les deux-tiers de la population mondiale laissés pour compte). Le communiqué de presse sur le sujet indique: «Comme les deux tiers de la population mondiale, vivant dans des pays en développement (à l'exclusion de la Chine) ont subi des dommages économiques sans précédent du fait de la crise de Covid-19, les Nations unies demandent une enveloppe de 2500 milliards de dollars pour ces pays afin de mettre en pratique l'expression de la solidarité internationale sous la forme d'une action mondiale significative.»

Ce montant est l'équivalent de celui qui aurait été mis à la disposition des pays en développement au cours de la dernière décennie si les pays membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques avaient atteint leur objectif d'APD (Aide Publique au Développement) à hauteur de 0,7 % de leur produit intérieur brut (PIB) (c'est-à-dire s'ils avaient versé les contributions promises).

Comme l'indique le rapport, au cours des deux mois qui se sont écoulés depuis le

début de la propagation du virus en dehors de la Chine, les pays en développement ont subi d'énormes dommages sous la forme de sorties de capitaux, d'écart croissant entre les obligations, de dévaluations des devises et de pertes de recettes d'exportation, et cela en partie à cause de la chute des prix des matières premières et de la diminution des revenus générés par le tourisme. Selon le rapport, les pertes iraient bien au-delà des effets de la crise financière mondiale de 2008. Par exemple, les cours des matières premières, dont de nombreux pays en développement sont fortement dépendants pour leurs rentrées de devises, ont chuté rapidement depuis le début de la crise. Cette année, la baisse des prix a donc globalement été de 37%.

Face aux ravages imminents de la crise, la CNUCED propose une stratégie en quatre points «avec laquelle on pourrait débiter la mise en pratique de l'expression de la solidarité internationale traduite en mesures concrètes».

Une stratégie en quatre points

1) Injection de liquidités à hauteur de 1000 milliards de dollars; une sorte de parachutage de fonds à destination de ceux qui restent à la traîne, en redistribuant les droits de tirage spéciaux déjà existants du Fonds monétaire international et en y ajoutant une nouvelle dotation devant aller bien au-delà de celle faite en 2009 en réponse à la crise financière mondiale.

2) Allègement de la dette pour les économies en difficulté. Un moratoire immédiat sur le paiement de la dette publique devrait être suivi d'un allègement substantiel de la dette. Un point de repère pourrait être l'allègement de la dette allemande après la Seconde Guerre mondiale, grâce à quoi l'Allemagne a été libérée de la moitié de sa dette en cours. Dans le cadre de cette mesure, quelques mille milliards de dollars devaient être annulés cette année sous la supervision d'un organisme créé de manière indépendante.

3) Plan Marshall pour rétablir la santé, en partie financé par l'Aide Publique au Développement (APD) défaillante, longtemps promise par les partenaires du développement, mais non réalisée. La CNUCED estime que 500 milliards de dollars supplémentaires – un quart de l'APD manquante au cours de la dernière décennie – devraient être fournis en grande partie sous forme de subventions pour les services de santé d'urgence et les programmes d'assistance sociale connexes.

4) Pour finir, les contrôles des capitaux devraient se voir accorder leur place légitime dans tout système politique afin d'endiguer la hausse des sorties de capitaux, de réduire l'insolvabilité causée par les ventes sur les marchés des pays en développement et de mettre un terme à la baisse de la valeur des devises et des actifs.

Source: www.unctad.org du 30/03/2020

(Traduction Horizons et débats)

«L'heure n'est pas à l'indifférence»

Extraits du message de Pâques du Pape François

«L'heure n'est pas à l'indifférence, parce que tout le monde souffre et tous doivent se retrouver unis pour affronter la pandémie. Jésus ressuscité donne de l'espérance à tous les pauvres, à tous ceux qui vivent dans les périphéries, aux réfugiés et aux sans-abris. Que nos frères et sœurs les plus faibles qui peuplent les villes et les périphéries de toutes les parties du monde ne soient pas laissés seuls. N'admettons pas qu'ils manquent des biens de première nécessité, plus difficiles à trouver maintenant alors que beaucoup d'activités sont arrêtées, ainsi que les médicaments et, surtout, la possibilité d'une assistance sanitaire convenable. Vu les circonstances, il faudra que soient relâchées aussi les sanctions internationales empêchant les pays qui en sont l'objet de fournir un soutien convenable à leurs citoyens et que tous les Etats se mettent en condition d'affronter les besoins majeurs du moment, en réduisant, sinon en remettant, la dette qui pèse sur les budgets des Etats les plus pauvres.

L'heure n'est pas aux égoïsmes, parce que le défi que nous affrontons nous unit tous et ne fait pas de différence entre nous. Parmi les nombreuses régions du monde frappées par le coronavirus, j'adresse une pensée spéciale à l'Europe. Après la Deuxième guerre mondiale, ce continent a pu renaître grâce à un esprit concret de solidarité qui lui a permis de dépasser les rivalités du passé. Il est plus que jamais urgent, surtout dans les circonstances actuelles, que ces rivalités ne reprennent pas vigueur, mais que tous se reconnaissent être membres d'une unique famille et se soutiennent réciproquement.

L'heure n'est pas aux divisions. Que le Christ, notre paix, éclaire tous ceux qui ont des responsabilités dans les conflits, pour qu'ils aient le courage de répondre à l'appel pour un cessez-le-feu mondial et immédiat dans toutes les régions du monde. Ce n'est pas le temps de continuer à fabriquer et à trafiquer des armes, dépensant des capitaux

énormes qui devraient être employés pour soigner les personnes et sauver des vies. Que ce soit au contraire le temps de mettre finalement un terme à la longue guerre qui a ensanglanté la Syrie bien-aimée, au conflit au Yémen, aux tensions en Irak et à celles au Liban. Que ce temps soit le temps où Israéliens et Palestiniens reprennent le dialogue pour trouver une solution stable et durable permettant à tous deux de vivre en paix. Que cessent les souffrances de la population vivant dans les régions orientales de l'Ukraine. Que soit mis fin aux attaques terroristes perpétrées contre tant de personnes innocentes en divers pays de l'Afrique.

L'heure n'est pas à l'oubli. Que la crise que nous affrontons ne nous fasse pas oublier tant d'autres urgences, porteuses de souffrances de nombreuses personnes. Que le Seigneur de la vie se montre proche des populations en Asie et en Afrique qui traversent de graves crises humanitaires,

comme dans la région de Cabo Delgado, au nord du Mozambique. Qu'il réchauffe le cœur des nombreuses personnes réfugiées et déplacées, à cause de guerres, de sécheresse et de famine. Qu'il donne protection aux nombreux migrants et réfugiés dont beaucoup sont des enfants et qui vivent dans des conditions insupportables, spécialement en Libye et aux frontières entre la Grèce et la Turquie. Et je ne veux pas oublier l'île de Lesbos. Qu'il permette au Venezuela d'arriver à des solutions concrètes et immédiates pour accorder l'aide internationale à la population qui souffre à cause de la grave conjoncture politique, socio-économique et sanitaire.»

Source: message de Pâques «urbi et orbi» du Pape François, 12/04/2020 (<http://www.vatican.va/content/francesco/de/events/event.dir.html/content/vaticanevents/de/2020/4/12/urbi-et-orbi.html>)

(Traduction Horizons et débats)

Appel du secrétaire général des Nations Unies: «Nous devons mettre fin au mal de la guerre»

«Notre monde est confronté à un ennemi commun: Covid-19, un virus qui ne fait aucune distinction de nationalité ou d'ethnie, de groupe ou de croyance. Il s'attaque à tout le monde, sans relâche.

Pendant ce temps, des conflits armés font rage dans le monde entier. Les plus vulnérables – femmes et enfants, personnes handicapées, personnes marginalisées et déplacées – en paient le prix le plus élevé. Ils sont également les plus susceptibles de subir les symptômes dévastateurs du Covid-19. Nous ne devons pas oublier que les sys-

tèmes de santé se sont effondrés dans les pays déchirés par la guerre. Les travailleurs de la santé, déjà peu nombreux, sont souvent touchés. Les réfugiés et les autres personnes déplacées par des conflits violents sont doublement menacés. La fureur du virus illustre la folie de la guerre.

C'est pourquoi j'appelle aujourd'hui à un cessez-le-feu global immédiat dans toutes les parties du monde. Il est temps de mettre fin aux conflits armés et de se concentrer ensemble sur le véritable combat de nos vies.

Aux belligérants je dis: Cessez les hostilités.

Mettez de côté la méfiance et l'hostilité.

Faites taire les canons; arrêtez l'artillerie; mettez fin aux frappes aériennes.

Il est essentiel d'aider à créer des couloirs pour l'aide à la survie, d'ouvrir de précieuses fenêtres d'opportunité pour la diplomatie et d'apporter de l'espoir aux endroits qui sont parmi les plus menacés par le Covid-19.

Inspirons-nous des coalitions et des dialogues qui se forment lentement entre les par-

ties rivales pour permettre des approches communes contre Covid-19. Mais nous avons besoin de beaucoup plus encore.

Nous devons mettre fin à la maladie de la guerre et combattre la maladie qui ravage notre monde. Cela commence par l'arrêt des combats partout. Et immédiatement. C'est ce dont notre famille humaine a besoin, aujourd'hui plus que jamais.»

Source: <https://unric.org/de/guterres-aufruf-zu-einem-globalen-waffenstillstand/> du 23/03/2020

(Traduction Horizons et débats)

Cessez-le-feu au Yémen – autre effet du coronavirus?

D'après le vicaire apostolique d'Arabie du Sud, l'évêque suisse Paul Hinder, le premier cas de Covid-19 au Yémen pourrait paradoxalement avoir un «effet positif» en permettant de résoudre le conflit. Dans un passé récent, des organisations humanitaires internationales ont tiré la sonnette d'alarme sur les effets catastrophiques d'une épidémie du Covid-19 dans ce pays arabe qui, depuis 2015, est en proie à une guerre entre les forces gouvernementales soutenues par l'Arabie Saoudite d'une part et les rebelles houthis d'autre part, un conflit à l'origine de «la pire crise humanitaire mondiale» actuelle. Le nouveau coronavirus aurait ainsi des effets dévastateurs sur la population déjà frappée par le conflit.

Interrogé par l'agence de presse catholique AsiaNews, l'évêque Paul Hinder, res-

ponsable des Emirats Arabes Unis, d'Oman et du Yémen, a déclaré que «la pandémie actuelle et les terribles dangers qu'elle représente pour le Yémen pourraient ramener à la raison toutes les parties concernées». Il a ajouté que «le coronavirus pourrait donc, indirectement au moins, avoir un effet positif».

Source: <https://www.vaticannews.va/de/welt/news/2020-04/jemen-bischof-paul-hinder-corona-erster-fall-frieden-waffenruhe.html> du 13/04/2020

Bien que la pandémie du coronavirus fait des milliers de victimes par le monde, la maladie pourrait conduire à la paix dans la pire catastrophe humanitaire vécue en ce moment. Le médiateur des Nations unies, Martin Griffiths, a informé le Conseil de sécurité des Nations unies que les négociations en quête d'un cessez-le-feu national durable et des pro-

jets d'aide humanitaire au Yémen faisaient de grands progrès.

La semaine dernière, l'Arabie saoudite et ses alliés avaient annoncé de manière inattendue un cessez-le-feu unilatéral de deux semaines suite à l'appel du Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, à un cessez-le-feu mondial afin de lutter contre le Covid-19. Une volonté de cessez-le-feu à long terme était maintenant soutenue par les deux parties, l'Alliance et les rebelles houthis, a déclaré M. Griffiths.

«Nous attendons qu'ils se mettent d'accord et adoptent formellement ces accords dans un avenir proche», a poursuivi M. Griffiths à propos de l'état des négociations entre les parties belligérantes. Le cessez-le-feu annoncé par l'Arabie saoudite était un «engagement clair en faveur

d'une solution pacifique et politique au conflit», a-t-il déclaré.

L'alliance militaire saoudienne bombarde des cibles au Yémen depuis mars 2015. Ces bombardements ont déjà fait de très nombreuses victimes civiles. On estime que, depuis fin 2014, 112 000 personnes dont 12 600 non-belligérantes ont été tuées lors d'attaques ciblées au Yémen.

Tout serait mis en œuvre pour approcher les différentes vues qui subsistent encore. M. Griffiths a remercié les parties adverses de leurs pourparlers ouverts, efficaces et rapides en vue d'une solution à ce conflit qui dure depuis cinq ans.

Source: <https://www.zdf.de/nachrichten/politik/jemen-un-frieden-verhandlungen-102.html> du 16.4.2020

(Traduction Horizons et débats)

Cessez-le-feu au Soudan du Sud

Réponse de la SSOMA (Alliance des mouvements d'opposition au Sud-Soudan) à l'appel

lancé par le Secrétaire général des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu mondial immédiat dans tous les pays en conflit, dans le cadre de la pandémie du Covid-19

hd. Dans le Sud-Soudan à prédominance chrétienne, une guerre fait rage depuis 2013, soit deux ans après l'indépendance. A ce jour, elle a fait près de 400 000 morts et environ 4 millions de personnes déplacées. Selon l'Aide aux réfugiés des Nations unies, 7,5 millions de personnes dépendent actuellement de l'aide humanitaire pour leur survie. C'est le 13 janvier, à Rome, qu'a été signé un premier accord dans le processus de paix entre le gouvernement en place et les dirigeants de l'opposition appartenant à l'Alliance du mouvement d'opposition du Sud-Soudan. C'est la première fois que tous les partis politiques du Sud-Soudan se sont mis d'accord sur un cessez-le-feu et une feuille de route, afin de stabiliser l'unité et pour une réconciliation dans le pays. La «Déclaration de Rome» est devenue possible uniquement grâce à l'implication durable dans la médiation de la Communauté de Sant'Egidio, basée à Rome, et du pape François qui, en accord entre autres avec le primat anglican Justin Welby, travaille depuis longtemps à une solution pacifique au Sud-Soudan. Malgré la poursuite de la violence, ces mesures sont l'expression de

la volonté politique du Sud-Soudan et leurs espoirs de paix. La déclaration de l'opposition sud-soudanaise qui suit en est également l'émanation.

Le Conseil de direction de l'Alliance des Mouvements d'Opposition du Sud-Soudan (SSOMA), composé du Front de Salut National (NAS), du Front Uni du Sud-Soudan (SSUF), du Mouvement National du Sud-Soudan pour le Changement (SSNMC), du Mouvement Populaire de Libération du Soudan Réel (R-SPLM), du Front Patriotique du Mouvement Démocratique National (NDM/PF) et de l'Alliance Révolutionnaire Démocratique Unie (UDRA) prend note et félicite la déclaration du 23 mars 2020 faite par António Guterres, Secrétaire général des Nations unies, dans laquelle il appelle à un cessez-le-feu au niveau mondial dans tous les pays où il existe un conflit armé afin de lutter contre la maladie du Coronavirus.

La SSOMA a pris note de la déclaration de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) selon laquelle le Covid-19 est une pandé-

mie qui touche pratiquement tous les pays du monde.

La SSOMA a suivi l'impact dévastateur de la pandémie sur les populations du monde entier et reconnaît qu'en présence d'une telle catastrophe, l'humanité est appelée à s'unir et à vaincre l'ennemi commun par la solidarité et une approche commune à tous.

La SSOMA réaffirme sa préoccupation concernant la sécurité de la population du Sud-Soudan, en ce moment critique, et salue les efforts mondiaux de lutte contre la pandémie, notamment le travail des organisations humanitaires et de santé publique chargées de faciliter l'accès aux soins médicaux et à l'aide humanitaire. En réponse à cette situation, l'Alliance des mouvements d'opposition du Sud-Soudan (SSOMA) décide et réaffirme ce qui suit:

1) Le 13 janvier à Rome, la SSOMA s'est déjà engagée, avec le gouvernement du Sud-Soudan, à un accord de cessation des hostilités (COHA) déclenchées en décembre 2017. Par cet acte, nous nous joignons donc à l'appel du 23 mars 2020 du Secrétaire général des Nations unies

(ONU) en faveur d'un cessez-le-feu mondial immédiat pour toutes les hostilités au sein de tous les conflits dans le monde afin de lutter ensemble contre le Covid-19 responsable du Coronavirus.

2) Pendant la période de la pandémie de Covid-19, la SSOMA, en tant que représentante des citoyens du Sud-Soudan et membre d'une communauté internationale commune, travaillera avec les autorités compétentes afin de faciliter l'accès des organisations humanitaires telles que le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à nos populations, pour que leur travail puisse contribuer à la diffusion d'une sensibilisation sanitaire de base et de pratiques sanitaires de base qui empêche la propagation du coronavirus au Sud-Soudan.

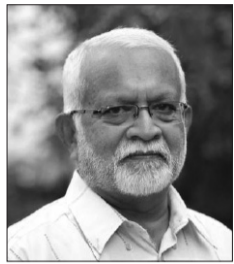
3) Que la SSOMA se réserve le droit de se défendre si ses positions sont attaquées pendant cette période.

Source: <https://www.nassouthsudan.com> du 9/04/2020

(Traduction Horizons et débats)

L'accord OPEP+ – une proposition prometteuse

par M. K. Bhadrakumar*, Inde



M. K. Bhadrakumar
(Photo mad)

Le président russe Vladimir Poutine a prononcé un discours à Jérusalem le 23 janvier 2020 dans lequel il a proposé une réunion au sommet, en septembre, des «pays fondateurs des Nations Unies, à savoir les cinq Etats détenteurs de leur haute responsabilité particulière pour sauver la civilisation».

Un accord parfait est celui où toutes les parties concernées sont bénéficiaires. Tous les pays producteurs de pétrole pourront profiter de la ré-augmentation du prix du pétrole. Le groupe OPEP+, dirigé par l'Arabie saoudite et la Russie, a conclu dimanche [12 avril 2020] un accord pour réduire drastiquement la production de pétrole d'un total de 9,7 millions de barils par jour afin de rééquilibrer l'offre et la demande sur le marché mondial et de faire monter les prix.

Elle a mis fin à des jours de négociations internationales ardues, dans lesquelles les Etats-Unis étaient également impliqués. Des réductions supplémentaires sont attendues de la part de producteurs n'appartenant pas au groupe OPEP+. Les experts estiment que les prix du pétrole approcheront la barre des 40 dollars le baril au cours du second semestre.

Les producteurs de pétrole du monde entier unissent leurs forces pour la plus grande initiative de production coopérative de l'histoire. Les plaques tectoniques se déplacent dans la géopolitique du pétrole.

Dans le passé, les Etats-Unis ont résisté au cartel pétrolier en le percevant comme une menace pour l'économie américaine. Mais non seulement Washington a rejoint le dernier programme de production, mais son succès pourrait bien dépendre des Etats-Unis, où la production de pétrole a doublé en une seule décennie.

Le président Donald Trump a eu des entretiens directs avec les dirigeants de la Russie, de l'Arabie Saoudite et du Mexique ces derniers jours. Bien que les Etats-Unis,

le plus grand producteur mondial, n'aient pas proposé de réductions fermes de la production, M. Trump et le ministère américain de l'énergie ont souligné que les forces du marché entraîneront des baisses aux Etats-Unis.

Cela signifie que les réductions peuvent provenir d'une action du gouvernement basée sur des décisions des entreprises, lorsque celles-ci arrêtent la production ou font faillite. On estime que d'ici la fin de l'année, la production américaine aura diminué de 2 millions de barils par jour et peut-être même plus. Selon des sources industrielles, le déclin de la production américaine pourrait faire chuter les exportations de plus de 3 millions de barils par jour en 2019 à presque zéro dans les mois à venir, ce qui dissiperait une inquiétude majeure pour la Russie et les Saoudiens face aux craintes d'une prise de contrôle de leurs marchés traditionnels par les Etats-Unis.

Cela est conforme au double objectif déclaré de l'Arabie saoudite: défendre sa part de marché et détruire ou ralentir la production américaine d'huile de schiste. L'alternative pour les Saoudiens aurait été de regagner des parts de marché à un coût énorme en produisant suffisamment de pétrole pour maintenir les prix à un niveau bas à valeur de 20 dollars pendant deux ans.

Concernant la Russie, grâce à l'accord, elle recevra des recettes supplémentaires de 70 à 80 millions de dollars par jour.

M. Trump a donc tweeté dimanche: «Le gros contrat pétrolier avec l'OPEP+ est terminé. Cela permettra de sauver des centaines de milliers d'emplois dans le secteur de l'énergie aux Etats-Unis. Je tiens à remercier et à féliciter le président Vladimir Poutine de Russie et le roi Salmane d'Arabie saoudite. Je viens de leur parler depuis le Bureau ovale. Une bonne affaire pour tout le monde!»

Mais au fond, l'accord OPEP+ est une matrice d'entente entre M. Trump et M. Poutine. L'Arabie Saoudite a compris qu'il valait mieux les éviter. Poutine a bien compris l'importance politique pour Trump de maintenir l'industrie d'huile de schiste et du pétrole à flot afin de préserver les emplois. L'industrie emploie plus de 10 millions d'Américains et génère 7% du PIB américain.

La grande question est de savoir où se trouve la contrepartie? On a toujours soupçonné Poutine d'avoir un plan lorsqu'il a déclenché la chute du prix du pétrole d'une manière si ingénieuse que l'économie russe en a perdu des revenus de plusieurs milliards.

De toute évidence, la chute libre du prix du pétrole dans une année électorale en Amé-

rique a déclenché une crise existentielle pour l'industrie américaine du gaz et du pétrole, sur laquelle Trump aurait inévitablement dû se concentrer tôt ou tard. Peu importe si Poutine l'a planifié ou non, c'est exactement ce qui s'est passé.

Quant à M. Trump, il a toujours souhaité un engagement constructif avec la Russie. Trois précieuses années ont été perdues à cause des enquêtes de M. Müller sur les «accords avec la Russie», etc. Mais après avoir réussi à déjouer ses adversaires dans ce drame, Trump est maintenant libéré. Poutine comprend cela aussi.

Sur cette question particulière, Trump sauve les intérêts du Big Oil dont l'énorme impact influence la classe politique, les think tanks, les médias et Wall Street – et bien sûr l'Etat profond. En termes simples, il est aujourd'hui inconcevable que quiconque dans le Beltway de Washington, aussi russophobe soit-il, ose protester contre Trump alors qu'il négocie en privé avec Poutine pour sauver le Big Oil.

Il existe un large consensus au sein de l'élite américaine sur le fait que Poutine détient la clé pour résoudre la crise pétrolière, qui pourrait sérieusement endommager l'économie américaine après avoir déjà été en profonde récession.

En fait, Trump et Poutine se sont parlé trois fois depuis le 10 avril 2020. Trump sait qu'il est du bon côté de l'histoire, et on peut faire confiance à son interlocuteur pour tenir sa parole. Le tweet de Trump de dimanche (cité ci-dessus) est plein de confiance. Il va dans le sens d'une détente avec la Russie.

D'autre part, compte tenu du cycle électoral américain, Poutine souhaite conclure le plus rapidement possible un accord majeur avec Trump sur les relations russo-américaines, car une éventuelle victoire de Joe Biden en novembre signifierait que les Etats-Unis seraient tentés d'augmenter sensiblement la pression sur la Russie.

Poutine a fixé un calendrier pour le mois de septembre. Il a suggéré – et M. Trump a salué – l'idée d'une réunion au sommet des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU en septembre «n'importe où dans le monde» pour discuter des problèmes mondiaux à la suite de la pandémie du virus corona.

Il est intéressant de noter que le 10 avril, alors que l'accord OPEP+ était encore en cours de finalisation, M. Poutine a profité d'une réunion avec les trois membres de l'équipage des astronautes américains (qui prendront la relève de l'équipe russe sur la Station spatiale internationale vendredi prochain) pour aborder les relations russo-américaines.

Poutine a déclaré que la coopération dans le domaine spatial est «un exemple frappant de partenariat efficace entre nos pays au profit de l'humanité tout entière». Puis il a ajouté: «Nous essayons maintenant aussi d'organiser le travail sur les problèmes actuels. Je n'aime pas en parler, mais je dois le faire. Je veux parler de la lutte contre la pandémie, mais aussi de la situation sur les marchés mondiaux. Le président des Etats-Unis et moi-même avons parlé de ces questions hier encore, et nous en reparlerons. Heureusement, la coopération se développe donc, non seulement dans l'espace, mais aussi dans d'autres domaines.»

Il est particulièrement intéressant de noter que le mémo du Kremlin sur la réunion entre les deux chefs d'Etat deux jours plus tard, le 12 avril, dit: «Les questions actuelles de la garantie de la sécurité stratégique ont également été discutées». L'ordre du jour des discussions s'est considérablement élargi et approfondi.

En attendant, la Chine se positionne également pour le sommet de septembre. Moscou a consulté Pékin avant de faire la proposition pour le sommet. (Poutine a reconnu que Moscou «a proposé le sommet à plusieurs de nos collègues et, pour autant que je sache, a vu des réactions positives»). Pékin a rapidement exprimé son soutien (dans les vingt-quatre heures) à la proposition de Poutine concernant le sommet pour traiter des questions mondiales.

En tout et pour tout, nous ne devrions pas nous perdre dans les détails. L'accord OPEP+ concerne bien plus que le pétrole. Il a été le point de départ d'une série de négociations de coopération entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine, qui devraient avoir un impact majeur sur la politique mondiale suite à une pandémie.

Un tel rapprochement montre clairement à quel point la pandémie mondiale et la crise pétrolière mondiale restent étroitement liées et comment la reprise de l'économie américaine y est consubstantielle. Comme l'a dit le secrétaire américain à l'énergie, Dan Brouillette, la crise pétrolière mondiale est un résultat dévastateur de Covid-19 et «va au-delà des intérêts d'une nation et exige une réponse rapide et décisive de la part de chacun d'entre nous».

Le monde assiste ici à l'émergence de l'esprit d'internationalisme au milieu d'une catastrophe humaine dont on n'a peut-être pas vu l'équivalent depuis plus d'un siècle. La pandémie a maintenant contaminé 1,6 million de personnes et en a tué près de 100 000, et a atteint presque tous les coins de la planète.

Source: www.indianpunchline.com du 13.4.2020
(Traduction Horizons et débats)

Courrier  des lecteurs

La protection de la santé publique est l'objectif primordial de la prévention et du contrôle du coronavirus

Le nouveau coronavirus se propage par vagues et d'une certaine rapidité dans le monde entier. A l'heure actuelle, la pandémie pose un défi extraordinaire au système de la santé, et impactant au plus profond l'économie mondiale comme cela n'a pas été le cas depuis la Seconde Guerre mondiale. Jusqu'au 3 avril 2020, un total cumulé de plus d'un million de cas d'infection avait été confirmé au niveau mondial dont plus de 18 000 en Suisse.

En cette période mémorable, il y a malheureusement toujours des gens qui ont des préjugés contre le système chinois et le Parti communiste chinois. Des tentatives sont fréquentes ayant comme but d'invalider le succès et l'efficacité de la Chine dans la prévention et la maîtrise du virus et la contribution de la Chine à la santé mondiale.

Ceux qui attaquent le système chinois devraient se demander: le virus corona aurait-il vraiment été mieux contrôlé s'il avait d'abord fait son apparition dans un pays occidental? A ceux qui accusent la Chine

d'avoir agi trop tard, je pose la question suivante: quel pays au monde a pris des mesures contre la propagation du virus de la corona plus rapidement et plus systématiquement que la Chine?

Il est malheureusement vrai que de nombreux pays se sont bornés à observer de manière inactif pendant plus d'un mois après l'apparition du virus en Chine, certains même jusqu'à il y a deux ou trois semaines. Ils ont laissé passer un temps précieux, ce qui a finalement encouragé la propagation mondiale.

Le succès remarquable de la Chine dans la lutte contre l'épidémie ne repose pas sur la propagande, mais sur les efforts et le dévouement combinés du peuple chinois entier, y compris des Chinois étrangers, et sur l'aimable soutien de la communauté internationale. Le président Xi Jinping a souligné à plusieurs reprises que la Chine doit tirer les leçons de ces événements.

Face au virus, nous avons besoin d'initiatives et de coopération entre les citoyens,

et nous avons besoin d'une action gouvernementale encore plus rapide, décisive et efficace. Nous avons besoin de solutions individuelles de la part du gouvernement et de la population de chaque pays, mais plus encore nous avons besoin d'une coopération ciblée et forte de l'ensemble de l'humanité. Tout système a besoin d'une réforme et d'une adaptation constante. L'autocritique, l'auto-régulation et l'amélioration sont des qualités inhérentes au Parti communiste chinois dans sa quête permanente de progrès et de développement.

Le virus Corona est un ennemi commun et dangereux de l'humanité qui ne connaît aucune frontière géographique ou idéologique. Le plus grand acquis découlant de l'apparition du virus est que l'humanité entière forme une «communauté de destin» dans cette épreuve, indépendamment du nombre de différences et de disparités que présentent les pays en termes de religion, de politique, de géographie, de culture et d'autres.

Nous sommes tous dans le même bateau. La priorité absolue est maintenant de mettre de côté tous les clichés qui n'aident pas à prévenir et à contenir le virus. La protection de la santé de la population devrait plutôt être l'étalon-or. Nous devrions travailler plus étroitement ensemble pour rechercher et développer des diagnostics cliniques et des méthodes de traitement, des médicaments et des vaccins efficaces le plus rapidement possible afin de sauver chaque vie. Comme par le passé, le présent et l'avenir, la Chine considérera toujours la préservation de la santé publique mondiale comme l'une de ses tâches les plus essentielles et travaillera dur pour y parvenir.

Zhang Fengye,
Consulat général de la République
populaire de Chine à Zurich

(Traduction Horizons et débats)

Ne pas opposer la protection de la santé au succès économique

Un regard sur l'Allemagne

par Karl-Jürgen Müller

Le fait qu'au cours des cinq dernières semaines, des responsables gouvernementaux et des dirigeants politiques aient donné la priorité absolue à l'engagement en faveur de la santé et de la vie des gens et invité tous les citoyens à participer de manière responsable à cette entreprise a été un véritable baume pour l'âme humaine. A vrai dire, c'était dans l'ordre des choses, mais après tout ce que nous, citoyens, avons vécu au cours des dernières décennies, c'est aussi une surprise positive, même si celle-ci est plutôt tardive. De plus, cette attitude aura bien entendu valu un regain de popularité à plus d'un responsable et à ses décisions.

Déstabilisation de la pensée et des sentiments

Cependant, il ne faut pas oublier que cette inclination n'est pas garantie. Depuis que les rapports pessimistes sur les conséquences économiques des mesures prises jusqu'à présent pour protéger la santé et la vie se sont multipliés et que les appels à un assouplissement significatif des mesures prises actuellement se sont faits plus pressants, des doutes se sont glissés dans les esprits et dans les cœurs, pouvant être déstabilisants et trompeurs. Pouvons-nous vraiment, face à des prévisions économiques bien sombres, nous permettre de donner la priorité à la protection de la vie et de la santé? N'est-il pas vrai que la croissance exponentielle des taux d'infection et de mortalité initialement redoutée ne s'est pas produite, que les mesures prises jusqu'à présent ont donc été suffisamment efficaces (peut-être même exagérées) et que le pic de la «crise» a donc été surmonté? Ne devons-nous pas toujours prendre un certain risque afin de maintenir à l'avenir notre niveau de vie actuel? N'est-il pas vrai, que même une profonde crise économique telle que celle de la fin des années vingt, début des années trente, menace la vie et la santé tout autant que l'actuelle pandémie du coronavirus? Ne vaudrait-il pas mieux que les restrictions en vigueur jusqu'à présent soient levées pour toutes les personnes n'appartenant pas à un «groupe à risque»,¹ donc surtout pour les personnes plus jeunes, afin qu'elles puissent reprendre pleinement leurs activités habituelles, moyennant bien entendu davantage de tests de santé et l'éventuelle observation de certaines règles de distance et d'hygiène? Ne faudrait-il pas rouvrir tous les magasins et relancer les entreprises pour favoriser le redémarrage de l'économie? Le reste d'entre nous ne voudrait-il pas, lui aussi, revenir peu à peu à une vie «normalisée»? Et quant aux «groupes à risque», ne devraient-ils pas être «protégés» encore davantage, c'est-à-dire plus strictement confinés qu'auparavant?

Les Etats ont mis en place d'énormes programmes d'aide

Dès les premières réactions claires de politique sanitaire à la pandémie de coronavirus, les dirigeants politiques de pays tels que la Suisse, l'Autriche et l'Allemagne ont tenté de contrer les indéniables problèmes économiques par une aide financière massive de l'Etat. Ces aides vont d'un accès grandement facilité aux allocations de chômage partiel² à une aide d'urgence non remboursable pour les petites entreprises,³ en passant par des garanties de prêts publics assortis de conditions de crédit très favorables et d'allègements fiscaux pour les moyennes et grandes entreprises. La somme totale des fonds mis à disposition à cette fin dépasse tout ce qui a été vu à ce jour. Ainsi le «Handelsblatt» allemand mit sur sa une du 22 mars 2020 le gros titre: «Bundesregierung: 1,2 Billionen Euro gegen die Corona-Krise» (Gouvernement fédéral: 1200 milliards d'euros contre la crise du coronavirus). Des réglementations auparavant judicieuses, telles que le frein à l'endettement ou le plafonnement de la dette, ne sont actuellement plus respectées.

Ces aides semblent parvenir aux personnes touchées à une vitesse sans précédent, de manière effectivement «non bureaucratique». Certes, il ne fut et il n'est pas possible de compenser toutes les pertes, certains coups durs sont inévitables, qu'ils soient

économiques ou sociaux. De nombreuses entreprises, notamment dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, auront beaucoup de mal à survivre. Mais de nombreuses autres conséquences économiques et sociales désastreuses ont pu et peuvent être amorties. Au cours de la première semaine d'avril (état: 8 avril 2020) par exemple, plus de 7000 entreprises ont demandé une aide financière. Le montant des aides demandées s'élevait à plus de 20 milliards d'euros, bien qu'il faille ajouter que sur ce montant, plus de 17 milliards ont été demandés par de grandes entreprises. En Allemagne, les Länder sont responsables du traitement des demandes et de l'octroi des aides. En Saxe, au début du mois d'avril, les autorités compétentes avaient déjà reçu plus de 14 200 demandes d'aide d'urgence non remboursables. Quelques jours plus tard, 3000 demandes avaient déjà été approuvées, et l'argent avait déjà été transféré pour 1500 demandes. Le 1^{er} avril, le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie a annoncé que 2000 des 8500 demandes d'aide aux petites entreprises avaient déjà été approuvées et que le reste serait traité dans un délai d'une semaine. Le Land de Saxe-Anhalt a signalé que 5200 demandes d'aide d'urgence non remboursables destinées aux petites entreprises avaient déjà été enregistrées au cours des cinq premières heures de disponibilité du service. Son ministre de l'économie a déclaré agir «aussi vite que possible» pour traiter les demandes et verser l'argent.

Le 23 mars 2020, la «Neue Zürcher Zeitung» sortit le gros titre: «Die deutsche Regierung legt ein riesiges Corona-Notpaket vor» (Le gouvernement allemand présente un énorme paquet d'urgence coronavirus). Le même jour, la Deutsche Welle annonça: «Es wird so teuer wie noch nie.» (Ce sera plus cher que jamais). Ces affirmations sont malheureusement bien fondées.

Déclin économique en vue

Toutefois, rien de tout cela ne fondies qu'un effondrement conjoncturel est prévu en 2020. Il y a quelques jours, la société *Statista GmbH*, basée à Hambourg, a publié une compilation de plus de 120 pages de données et de prévisions pour l'Allemagne sur le thème des «effets du coronavirus (Covid-19) sur l'économie».⁴ Deux projections sont particulièrement intéressantes: le calcul de scénario ifo pour la perte de création de valeur provoquée par le shutdown lié au coronavirus en Allemagne en 2020 et le calcul de scénario ifo pour la

baisse du taux de croissance annuel du PIB provoquée par le shutdown lié au coronavirus en Allemagne en 2020. L'institut ifo, basé à Munich, un institut de recherche économique renommé en Allemagne, travaille selon six scénarios différents, et fournit des projections pour un confinement («shutdown» ou «lockdown») d'une durée respective d'un, de deux ou de trois mois. En matière de perte de création de valeur, les pertes varient entre 152 et 265 milliards d'euros selon le scénario pour un mois de «confinement», entre 255 et 495 milliards d'euros pour deux mois et entre 354 et 729 milliards d'euros pour trois mois. Concernant le pourcentage de baisse du PIB, les chiffres fluctuent en conséquence entre 4,3 et 7,5 % pour un mois de confinement, entre 7,2 et 14 % pour deux mois et entre 10 et 20,6 % pour trois mois.

Le «scénario du pire» est encore plus sévère. Il figure dans une enquête mandatée par le Ministère fédéral de l'intérieur à la mi-mars déjà, initialement destinée à un usage interne uniquement mais qui est parvenue au public début avril.⁵ Le scénario est intitulé «Abîme» et on y lit: «La maîtrise de l'épidémie du virus nous échappe. Des restrictions de sortie sont imposées pour le reste de l'année. Cela engendre une réduction prolongée de l'activité économique. Ce scénario prévoit une nouvelle baisse de l'activité économique après les quatre premiers mois de restrictions de sortie. Dans cette situation, le PIB chuterait de 32 % et l'industrie de 47 %. Avec l'intensification des effets de second tour et la confirmation de perspectives négatives, une dynamique de baisse accélérée ne pourrait être exclue. Ce scénario équivaut à un effondrement économique dont les conséquences sociales et politiques sont à peine imaginables.»

Contre un nouveau confinement ...

Ces «pronostics» alimentent les voix critiques plaçant avec des «arguments» économiques contre la poursuite des précédentes tentatives de contenir la pandémie de coronavirus. Ces voix affirment que suite au premier mois de confinement, un deuxième, voire un troisième mois et une baisse alors attendue de 20 % du PIB ou même davantage serait intenable et donc injustifiable. Mais peut-être les critiques négligent-elles un point essentiel, formulé, l'enquête citée e cé-dessus comme point de départ de l'effondrement économique, à savoir: «La maîtrise de l'épidémie du virus nous échappe». Il devient ici évident à quel point la protection de la santé et de la vie est

importante pour une économie fonctionnant et revendiquant son caractère «humain».

Le rapport «IW-Report 13/2020» publié le 7 avril 2020 par l'*Institut der Deutschen Wirtschaft* (Institut de l'économie allemande), proche des milieux patronaux, intitulé «Aperçu d'études conjoncturelles actuelles sur la crise du coronavirus»,⁶ fournit un exemple des opinions de ces critiques. Si ce rapport parle bel et bien d'une «vaste augmentation des capacités de dépistage et de traitement» et de la protection particulière des «groupes à risque», ses conclusions concernent avant tout la stimulation de l'économie: la reprise de la scolarisation et de la garde des enfants serait ainsi «d'une importance économique primordiale, car déterminante pour que les parents puissent accorder l'attention nécessaire à leur emploi». Le rapport poursuit en affirmant: «Les transactions commerciales et les services actuellement interdits doivent être autorisés à reprendre dès que possible. [...] Pour pouvoir relancer la production industrielle, il faut réactiver des réseaux complexes de création de valeur. Cela suppose que les entreprises se maintiennent sur le marché [...]. Les chaînes complexes de production de valeur sont basées sur une répartition du travail à l'échelle internationale et l'échange international de biens qui y est associé. Les frontières pour les marchandises doivent être maintenues ouvertes et, le cas échéant, rouvertes sans frictions; cela vaut également pour les flux de main-d'œuvre en zones frontalières [...]»

Le rapport n'indique pas concrètement comment éviter, dans ce contexte, de nouvelles contaminations par le coronavirus ni si cette position suppose d'accepter des infections supplémentaires.

... et pour des perspectives d'avenir

Un entretien avec une conseillère pour les entreprises familiales allemandes montre toutefois que les choses méritent d'être pondérées différemment.⁷ Par exemple quand elle dit: «Grâce à leur vision à long terme et à leurs solides ressources en capital, les entreprises familiales peuvent supporter une épreuve comme celle-ci pendant un bon moment». Lorsqu'on lui demande pourquoi les entreprises familiales gèrent cela mieux que les autres, elle répond: «Tout d'abord, depuis la crise financière de 2008, le ratio de fonds propres des entreprises familiales est souvent supérieur à 40 %, ce qui crée une marge de manœuvre financière. Ensuite: L'indépendance par rapport au marché des capitaux, et donc à des investisseurs nerveux, permet aux entreprises de planifier à plus long terme et d'anticiper avec beaucoup plus de calme. En plus: Les petites et moyennes entreprises familiales peuvent être actives au niveau international, mais elles ne sont pas toujours complètement globalisées, et donc moins dépendantes de chaînes d'approvisionnement et de valeur liées à des continents éloignés.» Conclusion: il y a «de nombreuses entreprises familiales disposant de grandes opportunités en ce moment grâce à leur modèle d'affaires».

Les entrepreneurs et les entreprises ont eu cinq semaines pour réfléchir à la façon d'adapter et, si nécessaire, de modifier leurs futures activités économiques à la réalité de la pandémie. Ce fut et reste un grand défi et nécessite un soutien, de la part de l'Etat, et de tous les citoyens. Un problème majeur pour l'économie allemande est le fait que ces dernières années, 50 % environ de la création de valeur allemande fut générée par les exportations. De nombreuses entreprises allemandes dépendent par ailleurs de chaînes d'approvisionnement internationales. La pandémie a touché le monde entier, de sévères restrictions et des effondrements économiques affectent les ventes allemandes partout à l'étranger compliquant les prestations préalables. Ainsi il y a des entreprises allemandes, par exemple dans l'industrie automobile, qui sont parfaitement capables de faire face, de manière adéquate dans leurs

Soutenir l'économie et se protéger face aux infections

km. Lors d'une conférence téléphonique tenue le 15 avril 2020, la chancelière fédérale d'Allemagne et les chefs des gouvernements des Länder se sont mis d'accord sur les points essentiels de nouvelles «restrictions de la vie publique pour contenir la pandémie de Covid-19».¹ Toutefois, ces pierres angulaires comprennent non seulement des «restrictions», mais aussi un assouplissement des restrictions sur les activités commerciales des entreprises et des mesures de soutien supplémentaires pour les entreprises.

Par exemple, à partir du 20 avril, tous les magasins d'une surface de vente de 800 m² maximum ainsi que les concessionnaires automobiles, les vendeurs de vélos et les librairies pourront rouvrir, quelle que soit la surface de vente. Ce faisant, ils doivent se conformer aux «exigences en matière d'hygiène, de contrôle d'accès et d'évitement des files d'attente». Dans le secteur des services, les coiffeurs devraient se préparer à pouvoir rouvrir à partir du 4 mai dans les mêmes conditions et avec «l'utilisation d'équipements de protection individuelle». Les entreprises ayant des problèmes avec leurs fournisseurs doivent également être soutenues. La résolution stipule: «Le gouvernement fédéral et les gouvernements des Länder soutiendront l'économie dans la restauration des chaînes d'approvisionnement internationales per-

turbées. A cette fin, le ministère fédéral et les ministères de l'économie des Länder mettent en place des points de contact pour les entreprises concernées. Ceux-ci doivent faire en sorte, au niveau politique, que la production et la livraison des produits nécessaires des fournisseurs soient rétablies, si possible, sans problème.» Tout cela est soumis à la protection de la santé. Au début de la résolution, il est dit: «Pour la période à venir, le principe directeur de nos actions est que nous voulons protéger au mieux toutes les personnes en Allemagne contre l'infection.» L'idée d'immuniser le plus grand nombre possible de personnes par une infection sur une longue période et donc de protéger également les groupes dits à risque contre l'infection («immunité collective») n'est pas poursuivie. Il est déclaré explicitement: «Il n'est pas possible d'immuniser la population contre le sars-CoV-2 en temps utile sans un vaccin, sans surcharger le système de soins de santé et sans risquer de nombreux décès.» Le 30 avril, une autre réunion aura lieu pour déterminer si les nouvelles décisions ont été couronnées de succès. Nous, les citoyens, nous sommes également appelés à participer à cette révision.

¹ <https://www.bundesregierung.de/resource/blob/973812/1744452/b94f2c67926030f9015985da586caed3/2020-04-16-bf-bk-laender-data.pdf?download=1> à partir du 15.4.2020

Organisation et production décentralisées pour le bénéfice de tous – pas uniquement en cas d’urgence

par Christian Fischer, Cologne

La situation actuelle nous rend tous conscients de l’interdépendance de la vie humaine et soulève donc des questions fondamentales: le caractère illimité du virus est une chose, le problème de la concentration, de la monopolisation et de la centralisation de notre production économique en est une autre. Ce n’est pas seulement le cas depuis la crise de Corona, mais nous avons maintenant pris conscience, dans nos pays occidentaux, de la rapidité avec laquelle ces questions peuvent devenir existentielles.

La restriction actuelle des contacts sociaux induite par la pandémie est une coupure qui nous est inconnue de cette manière jusqu’à nos jours, mais que beaucoup d’entre nous sont capables de supporter pendant un certain temps. Après tout, nous avons des moyens de communication, des supermarchés et des pharmacies où nous pouvons généralement encore trouver ce dont nous avons besoin. Nous aidons également, plus que d’habitude, les personnes âgées qui sont plus dépendantes dans l’aide à leur accorder. Cela fonctionne étonnamment bien; la serviabilité s’est développée spontanément et s’est rapidement organisée dans de nombreux endroits.

Dans le domaine médical et infirmier c’est déjà plus difficile; ici, de plus en plus de personnel manque parce qu’il est soumis à un risque accru de contamination; en même temps, il faudra davantage de personnel médical et infirmier dans un avenir prévisible. Cette difficulté tient à la nature de la matière, la maladie infectieuse. En outre, la pandémie de Covid-19 suscite également des considérations fondamentales: dans quelle manière notre vie sociale et économique doit-elle être organisée: de manière centralisée ou décentralisée? La crise n’est-elle pas un test décisif à cette question?

La centralisation crée la dépendance et l’injustice

La centralisation de la vie politique et sociale est en cours depuis un certain temps déjà. Les pouvoirs législatifs ont été transférés des parlements nationaux à la Commission européenne, les processus de concentration économique se font au détriment des petites et moyennes entreprises, les hôpitaux sont fermés ou doivent se spécialiser de telle sorte que certains services médicaux ne sont plus disponibles à proximité des citoyens, la production est délocalisée vers des sites bon marché quelque part dans le monde, par exemple la production d’acier et de textile en Allemagne il y a plusieurs décennies et, plus récemment, la production pharmaceutique, pour ne citer que quelques exemples. Les dépendances internationales se sont déjà développées sur les marchés du travail à tel point que la cou-

verture des besoins en soins des personnes âgées et des malades ou l’aide à la récolte des produits agricoles vitaux ne fonctionne plus sans la présence de travailleurs étrangers permanents ou temporaires. Mais à l’inverse, beaucoup de gens ne se demandent même pas comment les personnes ayant besoin de soins en Europe de l’Est seront réellement prises en charge dans ces circonstances. Ou comment l’agriculture et le petit commerce peuvent prospérer en Afrique si nous y expédions notre surproduction subventionnée et l’y vendons. Ou comment les zones de production agricole des pays pauvres peuvent être converties en zones de production d’énergie pour les pays riches. La redistribution se fait à grande échelle: les pays les plus riches peuvent s’approvisionner dans le monde entier à bon marché, les autres sont laissés pour compte. Le système de libre-échange mondialisé fonctionne de la même manière que le monde du football: si un joueur talentueux se présente dans un petit club de deuxième ligue, il est rapidement racheté par le grand club de première, et le petit club reste là où il est. Les faibles n’arrivent pas à se relever, les forts deviennent plus forts. Néanmoins, la mondialisation accompagnée de la centralisation est considérée par certains comme le cours inévitable de l’histoire, voire comme un progrès souhaitable. En effet, dans ce programme de redistribution, même les plus faibles obtiennent certains produits qu’ils n’ont pas créés par leurs propres efforts, par exemple les téléphones portables. Cependant les plus forts en bénéficient de manière disproportionnée au moins aussi longtemps que le «business as usual» persiste.

Cependant, surtout en temps de crise, la mise en réseau et la centralisation des activités économiques se manifestent comme un système de dépendances pouvant basculer en direction opposée. Les médicaments destinés à l’Europe sont principalement produits en Chine. Nos vêtements sont fabriqués au Bangladesh. Le gaz et l’essence proviennent d’autres continents. Et même l’alimentation quotidienne franchit les frontières, qui redeviennent visibles en tant que telles dans la crise. La division internationale du travail crée d’innombrables autres exemples de ce qui peut arriver, surtout pour nous, pays riches, lorsque «la boutique» ne tourne pas, lorsque les frontières n’existent pas seulement sur le papier.

L’approvisionnement de base décentralisé a besoin d’indépendance

Bien entendu, à titre de contre-exemple, l’autre extrême ne peut servir de modèle non plus, comme si nous pouvions vivre aujourd’hui dans de petites unités presque aussi autonomes qu’une ferme il y a mille ans. Mais puisque notre vie économique et

sociale est faite par l’homme, nous pouvons et devons dans certaines limites, réfléchir à la manière dont nous voulons la façonner.

Une plus grande décentralisation des processus de production vitaux signifierait en tout cas une plus grande indépendance, c’est-à-dire plus de souveraineté. Ne pouvons-nous vraiment pas nous permettre d’avoir autant de sites hospitaliers bien équipés qu’il y a 50 ans? Pourquoi ne pouvons-nous pas soutenir la production et les services vitaux au niveau local ou régional dans le sens d’un approvisionnement de base, même avec l’argent des impôts si nous sommes capables de soutenir les banques «d’importance systémique» avec des milliards? Ce sont des questions adressées aux hommes politiques, c’est-à-dire indirectement à nous autres citoyens. Et pourquoi devons-nous de plus en plus souvent nous faire livrer nos marchandises à partir d’un entrepôt central quelconque par une société mondiale, alors qu’en même temps, les magasins de détail de notre voisinage déposent leur bilan? C’est une question adressée directement à nous autres citoyens.

Nous (co)décidons de la manière dont notre vie économique est organisée. Il s’agit d’une décision politique de soutenir ou d’interrompre les structures décentralisées d’approvisionnement de biens «centraux». A l’heure actuelle, les tendances à la décentralisation et à l’auto-détermination «à bas seuil» sont dévalorisées par la propagande comme reclus et rapproché à un nationalisme malveillant et incorporées de toute façon dans un fédéralisme passé. C’est la version branchée du moment.

Le fait qu’il incombe à l’Etat de protéger ses citoyens et de les laisser vivre en liberté représente presque une violation des droits de l’homme aux yeux de ces propagandistes, car tous les non-citoyens en seraient exclus...

Une organisation plus décentralisée est à l’intérêt de tous: les niveaux de décision politique sont plus proches des citoyens et la production et le commerce de biens existentiels sont beaucoup plus souples. Si une pénurie survient à un endroit, un voisin disposant de produits et de services «systémiques» de son côté peut rapidement apporter son aide. En revanche, un système d’approvisionnement

Un regard sur la France

«Selon un sondage publié lundi par l’Institut de recherche sur l’opinion publique *Odoxa*, environ 9 personnes interrogées sur 10 souhaiteraient une renationalisation de l’industrie et de l’approvisionnement alimentaire – même si cela devait impliquer une augmentation des prix. Pour plus de la moitié d’entre eux, c’est aussi la conséquence majeure à tirer de cette crise.»

Source: «*Neue Zürcher Zeitung*» du 15/04/2020

«Ne pas opposer la protection ...» suite de la page 4

propres usines au risque d’infection par le virus, mais sont néanmoins incapables de produire à l’heure actuelle en raison de l’absence de fournisseurs ou de l’étiollement de leur fichier de clients. Par conséquent, aider d’autres pays est bénéfique aussi pour son propre pays.

Il est donc nécessaire de trouver, en période de pandémie du coronavirus, les moyens d’opérer de manière à protéger le mieux la santé et la vie de tous les employés et clients. Des associations d’entreprises telles que la *Deutsche Industrie- und Handelskammer tag DIHK* [Association des chambres allemandes de l’industrie et du commerce] ont créé des sites internet fournissant aux entreprises des informations sur de nombreuses questions liées à la pandémie de coronavirus.⁸ Cela permet également de donner des exemples pratiques pour un maintien ou une reprise d’activité par les entreprises tout en protégeant la santé et la vie.

L’action responsable va ensemble avec la pensée indépendante

Tout le monde souhaite que les mesures limitant l’activité économique soient supprimées le plus rapidement possible. Quant au rapport

entre la protection de la santé et de la vie d’une part, et la réussite économique d’autre part on n’a pas forcément affaire à une relation conflictuelle. Le 13 avril, l’Académie nationale allemande des sciences *Leopoldina* a publié sa troisième prise de position ad hoc de 18 pages sur la pandémie, intitulée «Pandémie du coronavirus – surmonter la crise de manière durable».⁹ Leopoldina conseille le gouvernement fédéral allemand. L’institution écrit entre autre: «Une protection optimale de la santé et la reprise rapide de la vie sociale, actuellement largement au point mort, ne sont pas fondamentalement en contradiction l’une avec l’autre, mais se conditionnent mutuellement.»

La question de savoir si les recommandations concrètes de l’Académie *Leopoldina* satisfont à cette déclaration reste, pour nous, en suspens. Mais cet organe consultatif de haut niveau propose davantage que des orientations politiques à suivre sans alternatives (par exemple, le plaidoyer en faveur d’une numérisation accélérée dans le secteur de l’éducation ou une restructuration de l’économie dans le sens d’un «New Deal vert européen»), orientations que chaque citoyen est aussi en droit de remettre en question. Car l’exigence de la participation responsable de tous les citoyens inclut une pensée indépendante. Et cette pensée peut également aller dans une autre direction.

Beaucoup de choses dépendent de la façon dont nous voulons commercer à l’avenir, afin qu’il n’y ait plus de conflits entre la protection de la vie et de la santé et nos activités commerciales. Quand peut-on dire d’une économie qu’elle est performante? Cela dépend uniquement de chiffres d’affaires, de taux de croissance et d’interconnexions internationales? L’article 14 de la Loi fondamentale allemande dit que «La propriété oblige. Son usage doit contribuer en même temps au bien commun.» On ne peut nier le fait que si la santé et la vie ne sont plus protégées, le bien de la collectivité ne l’est non plus. Quoique portense d’amertumes, la pandémie de coronavirus est certainement l’occasion de lever le nez du guidon.

¹ Lorsqu’on parle de «groupes à risque» dans le contexte de la maladie du Covid-19, il est question de probabilités d’infection avec évolution grave de la maladie, déterminées statistiquement, et ce en fonction de l’état actuel, plutôt imparfait, des connaissances. Personne ne peut exclure qu’une contamination par le virus n’entraîne une maladie grave, voire mortelle même pour les personnes n’appartenant pas à l’un des groupes à risque. Par conséquent, n’est-il pas conseillé à tout le monde d’éviter autant que possible d’être contaminé par le virus?

² Le 9 avril 2020, le journal «*Aachener Zeitung*» de la région de Aachen a rapporté qu’en Allemagne, le nombre d’entreprises ayant fait recours au chômage partiel suite à la pandémie de coronavirus était passé de 470 000 le 27 mars à 650 000. Selon des

estimations, 6 millions de travailleurs pourraient être concernés sur l’année en cours.

³ Un aperçu pour l’Allemagne est fourni, par exemple, par le texte du ministre fédéral des finances «Fragen und Antworten zum Milliarden-Schutzschild für Deutschland» publié le 6 avril. (<https://www.bundesfinanzministerium.de/Content/DE/FAQ/2020-03-13-Corona-FAQ.html>). Contrairement à la Suisse, les petites entreprises allemandes comptant jusqu’à 5 employés peuvent demander une aide d’urgence unique et non remboursable d’un montant maximal de 9000 euros, et celles comptant jusqu’à 10 employés d’un montant maximal de 15000 euros. Le montant des prestations dépend des chiffres d’affaires mensuels en 2019. Ces aides représentent un budget total de 50 milliards d’euros.

⁴ <https://de.statista.com/statistik/studie/id/71344/dokument/auswirkungen-des-coronavirus-auf-die-wirtschaft/>

⁵ L’étude de 17 pages est intitulée: «Wie wir Covid-19 unter Kontrolle bekommen». Le document de l’étude est disponible sur le site web de FragDenStaat (<https://fragdenstaat.de/dokumente/4123-wie-wir-covid-19-unter-kontrolle-bekommen/>).

⁶ https://www.iwkoeln.de/fileadmin/user_upload/Studien/Report/PDF/2020/IW-Report_2020_Konjunkturstudien_KW14.pdf du 07/04/2020

⁷ «Was bedeutet Covid-19 für Familienunternehmen?»; <https://www.pwc.de/de/mittelstand/was-bedeutet-covid-19-fuer-familienunternehmen.html> du 13/03/2020

⁸ <https://www.dihk.de/de/aktuelles-und-presse/coronavirus/faq-19594>

⁹ https://www.leopoldina.org/uploads/tx_leopublication/2020_04_13_Coronavirus-Pandemie-Die-Krise_nachhaltig_%C3%BCberwinden_final.pdf

La peur de l’isolement et l’esprit de contre-attaque ne peuvent être imputées uniquement à la proposition suggérée par ceux dont la vision de l’humanité est mauvaise. En fait, c’est précisément dans la crise de Corona que nous constatons que des voisins indépendants et sains sont heureux d’aider les autres partout où ils le peuvent. C’est la nature humaine. Cette aide est d’autant plus efficace que les compétences importantes sont largement réparties en de nombreux endroits, et non pas fragmentées en centres très dispersés et à rentabilité maximale.

Soit dit en passant: cela affecte également les relations sociales directes. Dans les unités fonctionnelles et raisonnablement gérables, les relations sociales internes sont plus directes car les gens se connaissent mieux. Il y a une différence notoire de pouvoir parler à mon boucher ou à mon boulanger et le fait d’aller chercher ma saucisse et mon pain sur une immense étagère ou même me les faire livrer «sur internet». La connaissance personnelle est utile même en cas de risque de contamination. Vous communiquez entre vous et vous en savez plus sur les autres – plus et surtout plus de choses importantes que celles exprimées dans les chats Facebook durant des heures.

Une organisation économique plus décentralisée pour les services et les biens de base ne conduit pas seulement à davantage de flexibilité en cas de crise, mais aussi à plus de justice dans des circonstances normales: des unités existentielles plus indépendantes ne sont pas si faciles à affaiblir, et elles ont souvent elles-mêmes moins d’ambition pour affaiblir les autres. La volonté politique de soutenir de telles structures ou de les créer tout court exige de repenser la politique économique et peut nécessiter la prise de décisions contraires à la «raison» économique – à condition que cette raison ne soit qu’un profit à court terme. La volonté de façonner une structure économique orientée vers le bien commun, un approvisionnement équitable et sûr, c’est-à-dire décentralisé pour les services centraux, exige des hommes politiques de ne pas se contenter d’être «au service» des lobbyistes les plus puissants. C’est pourquoi nous avons tout d’abord besoin de citoyens capables de «produire» de tels hommes politiques. Cela générerait, de manière autonome une citoyenneté souveraine.

Crise du Corona: Tournous à nouveau vers l'avenir

Perspectives d'un assouplissement progressif de l'économie suisse

par Marianne Wüthrich

Le 8 avril, la présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, a annoncé que la vie économique s'ouvrirait lentement à partir de la fin avril, même si l'accent reste bien sûr mis sur la santé de la population. Dans le cadre du programme «Focus sur les PME» du 6 avril, Hans-Ulrich Bigler, directeur de l'Union suisse des arts et métiers (USAM), et Daniel Kalt, économiste en chef de l'UBS, ont parlé de la situation actuelle des PME et de la population active en Suisse et ont donné de premières réflexions sur un «redémarrage intelligent» de l'économie. Plusieurs associations professionnelles de l'USAM ont soumis des projets au Conseil fédéral pour une réouverture contrôlée de leurs entreprises dans le respect des distances et des mesures d'hygiène prescrites. C'est logique, car les experts des différents secteurs connaissent mieux que personne leur situation professionnelle, les éventuelles restrictions aux contacts directs et les points sensibles.

Les choses doivent prendre lentement une voie ascendante. Avant d'aborder les déclarations et les concepts susmentionnés, visant à relancer l'économie suisse il est nécessaire de faire une pause humaine. Nous, les Suisses, avons la chance de pouvoir déjà planifier à nouveau. Nous le devons en partie au bon fonctionnement du modèle suisse construit par le peuple et qui est soutenu conjointement même dans les moments difficiles, mais aussi en partie à des circonstances heureuses du passé et du présent. Quoi qu'il en soit, nous avons toutes les raisons d'être reconnaissants et de penser aussi aux autres. Lorsque le monde qui nous entoure est en feu, lorsque dans certains pays des milliers et des milliers de malades ne peuvent recevoir les soins dont ils ont besoin pour survivre et meurent misérablement, nous, les Suisses, devrions regarder au-delà de notre propre cour et remplir notre obligation humanitaire envers nos semblables.

Avant Pâques, la présidente Sommaruga a averti les médias que les mesures prises jusqu'à présent pour contenir la pandémie de corona avaient eu leur effet mais que nous étions encore loin d'avoir atteint notre objectif.

Un assouplissement progressif, mais sans opposer l'économie à la santé

Lors de la conférence de presse du 8 avril 2020 le Conseil fédéral a annoncé les deux décisions suivantes:

- 1) Les mesures existantes seront maintenues jusqu'au 26 avril.
- 2) Le Conseil fédéral a chargé le Département fédéral de l'intérieur d'élaborer, en collaboration avec le Département fédéral de l'économie, de l'éducation et de la recherche, un concept en vue de l'introduction progressive des assouplissements. Le Conseil fédéral discutera de ce concept lors de la prochaine séance du 16 avril et

les présentera à nouveau devant les médias les 17 et 18 avril. La première détente devrait pouvoir avoir lieu avant la fin du mois d'avril.

Mme Sommaruga a déclaré clairement: «Ce concept ne consiste pas à opposer la santé à l'économie. Comme par le passé, le Conseil fédéral continuera à se concentrer sur la santé de la population». Le Conseil fédéral n'autorisera un assouplissement que si la santé est assurée, afin de limiter au maximum les dommages économiques.

Evaluation des mesures de soutien de la Confédération

Dans «Focus sur les PME» du 6 avril, Hans-Ulrich Bigler, ancien conseiller national (Parti libéral) et directeur de l'Union suisse des arts et métiers, et Daniel Kalt, économiste en chef Suisse de l'UBS, ont salué le train de mesures du Conseil fédéral comme une aide d'urgence très efficace pour les PME et les employés.¹ Selon Bigler, le message du secteur du commerce selon lequel «Faire disparaître 500 000 PME serait une trop grande perte» est parvenu au Conseil fédéral. Selon Daniel Kalt, les mesures sont très efficaces en comparaison internationale, en particulier l'indemnisation du chômage partiel qui est un instrument efficace pour prévenir un chômage élevé. En revanche, aux Etats-Unis, par exemple, dix millions de personnes ont été licenciées en deux semaines en raison de la mentalité d'embauche et de licenciement.

Toutefois, les deux participants à la discussion ont souligné que nous avons tous besoins bientôt d'une perspective de reprise économique progressive, parallèlement à la politique de santé, bien sûr. 25% des employés sont en chômage partiel, le chômage augmente, de nombreuses entreprises n'ont pas de revenus mais doivent continuer à payer des frais fixes. Les prêts garantis par le gouvernement fédéral devront être remboursés après la crise: «C'est vrai», remarque Hans-Ulrich Bigler, mais les entreprises manqueront alors de cet argent pour les investissements nécessaires.²

Le Conseil fédéral a annoncé, deux jours après cette discussion, la perspective souhaitée par Bigler et Kalt d'une normalisation progressive de l'économie, compte tenu de la situation épidémiologique, et l'a concrétisée le 16 avril (voir l'encadré).

Pas de calcul coûts-avantages lorsque des vies humaines sont en jeu

Lors du tour de table consacré aux PME, le modérateur a également soulevé la question de la proportionnalité des restrictions strictes à la liberté économique et personnelle qui s'appliquent aujourd'hui. Claudia Steinmann: «[...] la discussion sur la proportionnalité et l'analyse coût-bénéfice, toujours à l'esprit des économistes, n'est pas ou pas encore autorisée.» Daniel Kalt: «Oui, bien sûr, dans une certaine mesure, les gens se détournent de cette

question sensible au niveau éthique. De facto, nous [c'est-à-dire les économistes, mw] procédons de la sorte: nous mettons en balance la vie humaine et les dommages économiques, et personne n'aime parler de cela.» Cela montre que ce genre de réflexion sur les coûts et les bénéfices n'est probablement pas son affaire. Mais Daniel Kalt doit être contredit lorsqu'il ajoute que le Conseil fédéral est ici dans une pesée d'intérêt très difficile «puisqu'il devait» décider de l'ampleur des dommages économiques que nous devons permettre pour sauver des vies humaines.

Le Conseil fédéral ne doit jamais prendre une telle décision. Au lieu de cela, Mme Sommaruga a clairement indiqué, le 8 avril, ce qui se place au premier rang, à savoir la santé de la population. Nous, citoyens, suivrons de près le déroulement des événements et y engagerons la politique et les entreprises.

Les associations professionnelles se préparent à la reprise de leur activité

Dans son communiqué de presse du 6 avril, l'association l'Union Suisse des arts et des métiers (USAM) appelle à un «redémarrage intelligent» de l'économie, c'est-à-dire que «la majorité de la population devra progressivement reprendre ses activités normales, en fonction de la situation épidémiologique», en lien avec des tests et avec des mesures de contrôle.³ Les premiers projets concrets soumis au Conseil fédéral par les associations professionnelles sont intéressants à lire. L'USAM les a présentés le lendemain, et demande que «les branches ayant un contact proche avec la clientèle puissent elles-mêmes identifier les mesures appropriées leur permettant de respecter la protection de la santé des clients et des employés».⁴ Le Conseil fédéral n'aura probablement rien à y objecter, au contraire, il dépendra de l'aide pratique des associations professionnelles pour pouvoir agir.

Examinons les premiers concepts illustratifs de leur côté.

L'exemple des magasins de sport

Dans son document de projet, l'association Suisse des magasins d'articles de sport ASMAS demande que les magasins et les installations sportives soient ouverts le plus rapidement possible afin de réduire les stocks saisonniers trop importants. Surtout les entreprises axées sur la saison d'été ont un problème de liquidité massif. Outre les salaires, les loyers et les autres frais de fonctionnement, les factures impayées pour les livraisons saisonnières, commandées 6 à 8 mois à l'avance, sont les plus urgentes à l'heure actuelle.⁵ Cela signifie que les entreprises doivent désormais payer un grand volume de marchandises, dont elles peuvent, au mieux, encore vendre une petite partie. Car à ce jour on ne sait pas si les installations sportives pourront ouvrir prochainement.

Les magasins de sport ont l'avantage de pouvoir reprendre la plupart des solutions

proposées par les magasins alimentaires, telles que la limitation du nombre de personnes (employés et clients) autorisées par mètre carré de surface de vente, ou l'utilisation de désinfectants et d'équipements de protection dans la zone des caisses ainsi que l'échelonnement des pauses du personnel.

En outre, selon le projet, les vestiaires des magasins de sport doivent être désinfectés «régulièrement» (note: le terme correct serait «après chaque client»). Des solutions similaires seront à définir pour les magasins de vêtements.

Enfin, la question de l'association: «Les gants jetables, les masques de protection, les casquettes de baseball avec écran facial, sont-ils réglementés?»⁵ Commentaire: Ces mesures doivent être envisagées pour la protection des employés et des clients dans tous les secteurs.

L'exemple de vente de voitures

Dans son concept de vente, l'Union professionnelle suisse de l'automobile UPSA met l'accent sur le conseil par téléphone et en ligne et la présentation des voitures via Skype, d'une part, et sur des mesures strictes pour le contact indispensable entre le vendeur et le client dans le processus de vente, d'autre part. Les experts de l'association ont tout prévu: le nombre limité de clients dans la salle de vente (présence avec préavis) ou sur le parking des voitures d'occasion; les véhicules fermés qui sont ouverts pour une visite par le vendeur avec une clé désinfectée; les housses de volant jetables et d'autres matériaux de protection ainsi que les gants jetables pour la visite et la conduite d'essai; puis la désinfection de tout l'intérieur. L'introduction avant l'essai de conduite doit être effectuée avec la distance nécessaire ou par vidéo.⁶

L'exemple des entreprises de coiffure

CoiffureSUISSE, l'Association des coiffeurs suisses, a naturellement plus de mal à trouver des solutions que le commerce du sport ou de l'automobile, car le contact physique direct entre le coiffeur et le client est inévitable. Les coiffeurs sont d'autant plus heureux qu'ils pourront bientôt rouvrir leurs boutiques. Commentant leur situation difficile, CoiffureSUISSE écrit: «Le métier de la coiffure est effectivement tombée à zéro depuis l'interdiction professionnelle du 17 mars, y compris les secteurs d'approvisionnement de l'industrie. La branche, comptant environ 13 000 PME et 11 000 collaborateurs officiels, fonctionne avec de faibles marges bénéficiaires et demeure donc l'une des premières victimes de cette nouvelle stratégie de santé de l'OFSP, le «lockdown».⁷ On comprend la difficulté de cette profession à se constituer des réserves

Suite page 7

Ouverture progressive des entreprises et des écoles

Conférence de presse du Conseil fédéral du 16 avril 2020

mw. Le Conseil fédéral a décidé d'un premier assouplissement car les mesures visant à contenir le virus corona fonctionnent, la propagation du virus a été ralentie et les hôpitaux ne sont pas surchargés actuellement. Une relaxation progressive est mise en place dans le but de prévenir une résurgence rapide des infections. Les secteurs concernés se verront offrir une perspective et la possibilité de se préparer. Toutefois, le Conseil fédéral décidera au fur à mesure des étapes suivantes en fonction de la situation sanitaire actuelle.

Trois phases:

- A partir du 27 avril 2020, les hôpitaux pourront à nouveau effectuer toutes les interventions, y compris celles qui ne sont pas urgentes. Les salons de coiffure, les magasins de bricolage, les jardineries, les fleuristes et les pépinières peuvent rouvrir. Les restrictions sur la gamme de produits dans les épicerie seront levées.
- Le 11 mai 2020, les écoles obligatoires et les magasins seront rouverts.

- Si l'évolution de la situation le permet: le Conseil fédéral a l'intention de prendre une décision à ce sujet le 29 avril.
- A partir du 8 juin 2020, les établissements d'enseignement secondaire, professionnel et supérieur ainsi que les musées, zoos et bibliothèques pourront rouvrir à condition que la situation le permette. Le Conseil fédéral prendra une décision plus détaillée le 27 mai.
- Le Conseil fédéral n'a pas encore pris de décision sur les étapes suivantes. Il faudra probablement plus de temps pour rouvrir les restaurants. Le Conseil fédéral décidera lors de l'une de ses prochaines réunions quand les grands événements seront à nouveau possibles.

Deux exigences importantes

- 1) Avant d'ouvrir, les magasins doivent présenter un concept de protection convaincant qui montre comment les clients et les employés sont protégés.
- 2) Il est essentiel d'éviter un échec. Ce que nous avons réalisé grâce au soutien de la

population ne doit pas être mis en péril. Le Conseil fédéral demande donc à la population de continuer à respecter les distances et les mesures d'hygiène.

De la loi d'urgence à la législation ordinaire

Interrogé sur la nouvelle loi d'urgence, la présidente Simonetta Sommaruga a déclaré que le Conseil fédéral voulait sortir lentement de la situation extraordinaire et planifier le passage au droit commun plutôt que décider d'une nouvelle loi d'urgence. Toutes les ordonnances d'urgence sont limitées dans le temps, parfois à six mois, parfois à trois mois. Les Commissions parlementaires commencent à se réunir, le 4 mai la session spéciale du Parlement commence, suivie de la session d'été en juin. Des décisions politiques d'une grande importance financière ainsi que des interventions dans les droits fondamentaux des personnes sont en jeu. Maintenant, les décisions doivent à nouveau être prises de la manière habituelle dans notre pays, par le Parlement ou même par le peuple.

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Redaction

Jean-Daniel Urben

Peter Kämpfer

Redaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH640900000877484856

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.- frs/ 108.- euros

ISSN 1662 - 4599

© 2020 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Réorienter la politique actuelle

La pandémie du Coronavirus nous oblige à revoir notre manière de penser

par Winfried Pogorzelski

Depuis décembre dernier, le virus corona a, pour ainsi dire, pris au dépourvu non seulement la Chine, mais le monde entier. Qui aurait pu s'attendre à ce que la pandémie nous affecte au point que notre vie sociale soit paralysée pendant des semaines, voire des mois? Néanmoins, il y a eu des signes indéniables et des signes avant-coureurs. Entre-temps, de l'avis de tous sans considérations de frontières, la pandémie marque une césure d'une force sans précédent. Notre vie ne sera plus comme avant.

Signe annonciateur de «SRAS»

En 2002 et 2003, la première pandémie du XXI^e siècle, provenant de la Chine, s'est propagée dans le monde entier, provoquant le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS; angl. severe acute respiratory syndrome, Sars) qui a été déclaré vaincu par l'OMS en mai 2004. On a recensé 8000 cas dans le monde, dont près de 800 décès et de 7200 personnes guéries.¹

Des scénarios en Suisse ...

Cet événement a pu, entre autres, inciter les responsables à imaginer des scénarios afin de se préparer mieux à l'avenir, par exemple en Suisse et aussi en Allemagne. Les 26 cantons ont tous été impliqués lorsqu'il a été annoncé en 2014 qu'un nouveau type de virus grippal originaire d'Asie centrale et présentant un fort taux de létalité se propagerait très rapidement à travers le monde. Cet exercice a montré que les plans de prévention n'étaient pas à jour. Un nouveau plan national de pandémie a été élaboré, mais lorsqu'en mai 2018, le chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), *Guy Parmelin*, a insisté sur la question dans quelle mesure les cantons étaient désormais organisés à cet égard, il s'est avéré qu'ils n'avaient pas fait leurs devoirs.

Lorsqu'en janvier 2019, *Viola Amherd* a repris le DDPS, d'autres tâches figuraient en tête de la liste des priorités: la défense contre le terrorisme international et l'acquisition de nouveaux jets de combat. Puis la pandémie de corona s'est propagée à une vitesse imprévisible pour personne. L'hypothèse était que dans l'économie mondialisée, les matières

premières nécessaires telles que l'éthanol et les produits de technologie médicale tels que les masques pouvaient être importés dans un délai utile. Mais les cantons responsables ont alors été confrontés au problème de livraison. En d'autres termes, les plans existaient, mais il y avait un manque de mise en œuvre parce qu'au moment de l'exercice et par la suite, l'accent avait été d'abord mis sur la planification hospitalière, face à la surcapacité et à l'augmentation des coûts des soins de santé, et ensuite sur l'augmentation constante des primes d'assurance-maladie.²

... et en Allemagne

Il en va de même en Allemagne. Une analyse de 2013 commandée par le gouvernement allemand supposait des conditions beaucoup plus drastiques, voire irréalistes, que celles que nous connaissons actuellement dans le cadre de la pandémie de corona: selon le modèle, tous les groupes d'âge sont touchés dans la même mesure, et le taux de mortalité est beaucoup plus élevé. Il est donc expressément souligné que la réalité de ce scénario est limitée. En ce qui concerne les conséquences économiques et sociales, le développement est similaire à celui que nous connaissons actuellement: baisse spectaculaire des cours de la bourse, des secteurs économiques entiers sont confrontés à un véritable effondrement, les Etats investissent des milliards, l'UE est confrontée à un test crucial parce que les pays économiquement déprimés telles l'Italie et l'Espagne, se sentent abandonnés par le Nord plus riche. Les pays concernés sont confrontés à d'énormes difficultés de livraison dans le domaine des produits médicaux.³

Il y aura toujours des épidémies: alors que faire?

L'OMS enregistre environ 200 épidémies dans le monde chaque année. Il existe un danger constant que l'une d'entre elles se transforme en pandémie avec des conséquences imprévisibles pour l'économie, la santé et la société dans le monde entier. C'est la réalité à laquelle l'humanité doit faire face aujourd'hui et à l'avenir.

Assumer la responsabilité sur tous les plans pour ses citoyens de la part de chaque Etat,

voilà donc la devise. Que faut-il faire concrètement? Les systèmes de santé doivent être développés de telle sorte qu'ils soient mieux équipés pour faire face aux scénarios les menaçants. Des propositions concrètes pour la Suisse, pouvant également être appliquées dans d'autres Etats, ont été présentées entre autres par *Ruth Humbel*,⁴ politicienne argovienne de la santé et membre du Conseil national du PDC: une révision approfondie des plans de pandémie actuels et une garantie fiable de leur mise en œuvre en cas de crise. Selon Mme Humbel, la production de médicaments importants devrait à nouveau se faire entièrement en Suisse, avant tout ceux qui sont indispensables. Il ne faut plus permettre leur vente à l'étranger. Par exemple, l'institut fabriquant de sérum et de vaccins *Berna Biotech* a été vendu à une société néerlandaise en 2006.⁵

En outre, les plans visant à réduire la capacité des hôpitaux doivent être reconsidérés. Une décision de l'hôpital cantonal de Frauenfeld en est l'exemple: la démolition de la tour avec 200 lits a été reportée. La population résiste souvent avec véhémence à la fermeture des hôpitaux régionaux, comme ce fut le cas à Affoltern am Albis en mai 2019, lorsque près des trois quarts des citoyens ont voté en faveur du maintien de l'hôpital. Enfin, l'armée suisse qui fournit des services indispensables doit être entretenue et soignée. Le Corps des gardes-frontière contribue à la sécurité de la frontière nationale, ainsi que les ambulanciers, soit 8000 de personnes, qui apportent leur soutien dans les hôpitaux – une contribution indispensable dans la situation actuelle.

Une mondialisation débridée n'est pas un remède

Et enfin, abandonner l'illusion que la mondialisation soit une vraie bénédiction pour l'humanité selon l'idée que tout ce qui est économiquement utile aux «global-players» l'est également aux populations du monde entier. Bien entendu, les entreprises ne sont pas les seules à en bénéficier en termes de coûts si elles peuvent produire leurs biens dans des lieux du monde entier et les distribuer dans le monde entier. Les consommateurs (finaux) en profitent également lorsque les prix sont bas et que les biens de consommation sont dispo-

nibles presque partout. Mais nous apprécions également le fait que nous pouvons acheter des produits qui ont été fabriqués dans des conditions que nous connaissons et que nous pouvons approuver. Par notre comportement d'achat, nous aimons promouvoir la prospérité de notre région.

Chaque Etat est responsable du bien-être et du malheur de ses citoyens, des meilleurs soins de santé ainsi que de la promotion des sciences médicales et pharmaceutiques. Il serait irresponsable, aujourd'hui et à l'avenir, de s'orienter uniquement vers la rentabilité et le profit.

La détente, mais pas la fin d'alerte

Entre-temps, la situation s'est légèrement détendue: Le nombre d'hospitalisations à cause de maladies dues au corona est en baisse en Suisse et en Allemagne. Dans notre pays comme en Allemagne, il y a suffisamment de lits d'hôpitaux disponibles grâce à des mesures de précaution dans une situation extraordinaire; les lits de soins intensifs (pour les patients contaminés de Covid-19) à Zurich, à Bâle ainsi que dans les hôpitaux cantonaux de Saint-Gall, de Lucerne et d'Argovie ne sont pas entièrement occupés.⁶ Heureusement, il n'y a pas de pénurie nulle part, et c'est très bien ainsi. Toutefois, *Rolf Gilgen*, président de la Fédération suisse des directeurs d'hôpitaux, souligne qu'il est trop tôt pour annoncer la fin d'alerte. En cas d'une nouvelle vague d'infection, les hôpitaux devraient être en mesure d'augmenter leurs capacités afin d'admettre des patients Corona en deux ou trois jours.⁷ On ne peut qu'admettre cette vue. •

¹ https://www.who.int/csr/sars/country/table2004_04_21/en/

² «Pandemie-Übung 2014: Die Schweiz war gewarnt»; «Aargauer Zeitung» du 28 mars 2020

³ «Das könnte eine Pandemie für Deutschland bedeuten»; «Welt online» du 26 février 2020, <https://www.welt.de/wirtschaft/article206119443/Coronavirus-Das-bedeutet-eine-Pandemie-fuer-Deutschland.html>

⁴ «Aargauer Gesundheitspolitikerin Ruth Humbel: «Musste Vater überzeugen, dass ich einkaufe»»; «Aargauer Zeitung» du 30 mars 2020

⁵ ibid.

⁶ «Neue «Zürcher Zeitung» du 16 avril 2020

⁷ «Aargauer Zeitung» du 16 avril 2020

«Crise du Corona: nous pouvons ...»

suite de la page 6

avec de faibles bénéfices. La grande majorité des entreprises a demandé des crédits de cautionnement fédéraux. Pratiquement tous les coiffeurs indépendants reçoivent des indemnités journalières de compensation (mais seulement pour une durée limitée), les employés reçoivent des allocations de chômage ou – s'ils ne sont pas encore licenciés – une indemnité de chômage partiel.

Dans un premier temps, l'association propose que les personnes appartenant à des groupes à risque ne soient pas desservies. L'Association des coiffeurs propose à ses membres la distribution de produits de protection et de désinfection. Outre les nombreuses mesures de protection et d'hygiène, toute une série d'autres considérations sont énumérées, par exemple: les clients doivent apporter leurs propres magazines et accrocher eux-mêmes leurs vestes sur le portemanteau (point 9).

En fait, il existe un certain nombre de problèmes dans le travail des coiffeurs: par exemple, le propriétaire du magasin est responsable du refus des clients âgés (point 6.2) – en pratique, ce n'est probablement pas si facile. Et même avec de bons dispositifs de protection, la situation particulière reste que le coiffeur et le client sont très proches l'un de l'autre pendant une longue période et qu'il y a un contact physique direct – semblable à celui du dentiste, que les gens ne consultent actuellement qu'en cas d'urgence mais non pas pour une hygiène dentaire de routine.

Qui contrôle le respect des mesures proposées par l'association professionnelle?

Les concepts des associations présentés cindessus, notamment dans le domaine de la vente, semblent bien foudés et offrir une bonne protection aux personnes. Dans l'intervalle, d'autres suggestions ont été ajoutées: du commerce de détail, de la photo et de la chaussure, des moniteurs de conduite et du secteur du fitness.⁸

Une grande partie des PME et de la population active se trouve aujourd'hui dans une situation économique extrêmement difficile, ce qui ne peut laisser indifférent personne. Néanmoins, la question reste ouverte: comment vérifier que toutes les entreprises qui maintenant, de manière bien compréhensible, refoulent sur le marché, respectent effectivement les règles strictes en matière d'hygiène, de protection et de distance? N'est-il pas compréhensible, le doute

que dans l'agitation de la vie quotidienne, d'oublier rapidement certaines précautions rendant les processus de travail habituels plus compliqués et inconfortables? Le premier objectif doit toujours être la protection de la santé de l'ensemble de la population. Est-ce que c'est à nous, citoyens, d'attirer l'attention sur les points faibles dans la pratique ou sur le fait que les concepts ne sont pas mis en œuvre de manière suffisamment cohérente? Ou bien avons-nous besoin d'une discussion plus approfondie au sein de la population afin que nous soyons tous encore plus conscients de la gravité de la situation? •

¹ «Fokus KMU» (Focalisé: PME). *Tele Züri* du 6 avril 2020

² «Fokus KMU», *Tele Züri* id.

³ «Stratégie de sortie de la crise de Corona: «Smart Restart» (redémarrage intelligent)», communiqué de presse USAM du 6 avril 2020

⁴ «Stratégie de sortie de la crise de Corona: les secteurs montrent comment fonctionne le «Smart Restart»», communiqué de presse USAM du 7 avril 2020

⁵ ASMAS Association Suisse des magasins d'articles de sport. Avant-projet du 7 avril 2020 (ASMAS pb)

⁶ Union professionnelle suisse de l'automobile UPSA. Les mesures Covid-19 dans le processus de vente des automobiles. Version du 7 avril 2020

⁷ CoiffureSUISSE, Association des coiffeurs suisses. Concept d'introduction Covid-19 phase X+1 du 7 avril 2020

⁸ «L'USAM demande un «redémarrage intelligent» («smart restart») avec le signal du départ au 27 avril», communiqué de presse de l'USAM du 15 avril 2020

La crise de Corona et le ralentissement de la mondialisation débridée

mw. Dans un commentaire récemment publié dans un journal, *Daniel Kalt*, économiste en chef de l'UBS – un géant mondialisé par excellence – révèle la nocivité de la mondialisation en des termes clairs, ce qui est bien intéressant. Au XXI^e siècle, dit-il, l'humanité a déjà dû constater à plusieurs reprises que «la mondialisation est devenue un risque systémique». M. Kalt mentionne d'abord la crise financière de 2007/2008, qui a pris naissance aux Etats-Unis et qui a failli entraîner l'effondrement du système financier en raison de son énorme interconnexion. Une bonne décennie plus tard, les mesures drastiques de confinement mondial résultant du virus Sars-CoV-2 ont conduit à une «récession mondiale extrêmement synchrone et profonde». En conséquence, notamment dans les pays industrialisés occidentaux, «de larges pans de la population ont

pris conscience que la mondialisation débridée génère plus de perdants que de gagnants dans la population active moins éduquée, grâce à l'échange mondial presque sans entrave de capitaux, de biens, de services, de savoir-faire et surtout de main-d'œuvre.»

M. Kalt souligne que ces dernières années, les gouvernements de nombreux états ont à nouveau mis en avant leurs intérêts nationaux et la protection de leur propre production (par exemple, la doctrine de «America First», le Brexit, la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine).

Dans de nombreuses entreprises, l'onde de choc induite par le Coronavirus a également entraîné une «prise de conscience croissante des énormes dépendances dans une structure de chaîne d'approvisionnement mondialisée». C'est là que se rejoignent les exigences

des critiques de la mondialisation, dont les motifs sont à l'origine différents: «Les préoccupations des milieux qui réclament une plus grande durabilité de notre système économique vont de pair avec un accroissement de la production locale.»

Il est gratifiant et encourageant pour tout contemporain critique de noter que, même en tant qu'économiste au service d'une grande banque mondialisée, il est possible de maintenir et d'exprimer publiquement sa pensée indépendante.

Source: *Daniel Kalt*, économiste en chef de l'UBS Suisse. «Was wird dereinst in den Geschichtsbüchern zu den Folgen der Corona-Krise stehen?» (Qu'y aura-t-il un jour dans les livres d'histoire sur les conséquences de la crise de Corona?) Un article d'invité, dans: «St. Galler Tagblatt» du 2 avril 2020

La salle de classe: salle de résonance ou espace numérique?

par Carl Bossard

Home-office est le nom de la nouvelle forme de fonctionnement, également dans les écoles. L'enseignement vit un coup de pouce numérique. L'euphorie est grande – au risque d'oublier que l'éducation est également un processus relationnel. Il est donc grand temps à une réflexion pédagogique.

La société du non-stop a bégayé et vacillé de manière inattendue, elle s'est même arrêtée à bien des égards. L'enseignement en face-à-face est au point mort. Les soi-disant «vacances du corona» sont à l'ordre du jour. Cependant, les quelque 1,3 millions d'écoliers suisses doivent continuer à apprendre leurs dossiers presque comme s'ils se trouvaient à l'école – sans aller à l'école. Ils travaillent à domicile, surveillés et accompagnés par leurs professeurs – à travers les canaux numériques, par des textes d'information, des sujets par ou des messages push, via des sites web ou des applications entières, par appel vidéo, parfois à l'aide de documents envoyés par la poste, parfois du bon vieux téléphone ou même lors de conversations individuelles à l'école.

L'apprentissage nécessite des relations positives

L'enseignement total à distance est un domaine encore inexploré. On dispose de peu d'expérience. En conséquence, il fonctionne différemment – ici de manière optimale, là parfois mieux, parfois moins bien et, des fois, pas du tout. «Beim Fernunterricht überzeugten nicht alle Lehrer» (Tous les enseignants ne sont pas convaincus par l'enseignement à distance), titre en gros la *Sonntagszeitung* (Journal du dimanche), non sans sous-entendu.¹

Cela aurait dû être pris au sérieux il y a longtemps, voilà les accusations actuelles contre l'école. Le développement numérique a tout simplement été trop lent, disent-ils; il prend maintenant sa revanche. C'est pourquoi le mot à la mode retentit avec force pour la numérisation intensifiée, voire radicale, de l'enseignement dans tout le pays. Mais cet appel impulsif à l'école numérique doit être contrecarré par une réflexion pédagogique. Il y a une bonne raison pour laquelle les enfants n'ont pas été abandonnés seuls depuis longtemps avec une sorte de logiciel éducatif parce qu'en un mot, nous sommes des personnes² et parce que l'apprentissage exige des relations positives. L'école et l'enseignement sont à bien des égards un processus de résonance, une relation entre les personnes.³ L'éducation se déroule



L'enseignant et sa classe en plein débat. Le goût qu'ils y prennent est manifeste: l'apprentissage se fait en commun – ciblé sur le problème posé. (photo ew)

«dans des processus d'interaction dense (avec les personnes et les choses)»,⁴ analyse le sociologue Hartmut Rosa.

L'homme n'est pas Robinson Crusoe

C'est donc une des constantes anthropologiques de base que l'homme a besoin d'une contrepartie pour se reconnaître. Martin Buber, pédagogue et philosophe de la religion, a condensé cette idée en une déclaration essentielle: «L'homme devient lui-même en vous».⁵ Par conséquent, cette contrepartie ne doit pas manquer; même le meilleur programme numérique ne peut remplacer le vis-à-vis humain. C'est ce que l'on peut également constater en ces jours de Corona avec l'enseignement à distance. D'innombrables enfants regrettent la compagnie de leurs camarades de classe et de leur professeur; à l'inverse, de nombreux éducateurs recherchent un contact direct et personnel avec leurs élèves.

L'homme n'est pas une figure à la *Kaspar Hauser*, et très peu d'entre eux conviennent à *Robinson Crusoe* moderne. Laissés à eux-mêmes, ils se perdent dans un monde sans soutien et sans orientation. Les gens ont besoin d'un «vous» pour pouvoir se développer.

L'essentiel réside dans les relations interpersonnelles

De nombreuses recherches le montrent, de nombreuses expertises le confirment. Dès la petite enfance, il y a deux besoins en nous, les humains. Les deux préoccupations fondamentales se complètent. D'une part, nous voulons nous sentir en sécurité, d'autre part, nous voulons découvrir et vivre quelque chose de nouveau. Pour ce sentiment de sécurité ainsi que pour découvrir quelque chose de nouveau, nous avons cependant besoin d'être humains en qui nous avons confiance, qui nous renforcent positivement et nous corrigent également. Cela facilite l'apprentissage et l'encouragement.

Ces affections résonnantes sont élémentaires – surtout chez les jeunes enfants. Les enseignants doivent croire en les adolescents, leur prêter attention, les encourager, les reconnaître et leur faire confiance. L'écho encourageant et correctif également un rôle décisif; ceux qui apprennent doivent savoir ce qui pourrait être mieux fait ou comment le faire. Ce sont tous des éléments de relation. Ils se trouvent dans le relationnel, dans l'«entre-deux», dans le divergent. La présence physique et l'intérêt vital pour l'enfant

intensifient ces processus interpersonnels.

L'apprentissage n'est pas une course départ-arrivée

La numérisation suppose toutefois que l'enseignement est un processus contrôlable et donc planifiable – une course départ-arrivée linéaire et convergente, pour ainsi dire, précisément calculable et contrôlée par des algorithmes. La divergence ne se produit presque jamais. C'est pourquoi les enfants ont peu de persévérance pour suivre une leçon numérisée sur une longue période. Ils s'ennuient vite car aucune personne n'est perceptible et aucune énergie interpersonnelle n'est animée. Par contre, c'est précisément cet «entre-deux» qui offre aux jeunes les expériences de résonance analogique indispensables, souligne le médecin et neuroscientifique Joachim Bauer.⁶

Dans la salle de classe, un enseignant doit donc être perceptible et vital. Cette personne est plus qu'un «guide à côté».⁷ Elle doit être là

pour le feed-back, pour une blague humoristique, pour la reconnaissance et la stimulation, pour la résistance et le débat. Les élèves ont besoin de l'attention compréhensive de leur enseignant, ils doivent se sentir perçus et pris au sérieux par l'enseignant.

Le contact personnel est indispensable

Tout cela, que signifie-t-il face à la situation actuelle? Face à cette situation d'urgence avec l'enseignement à distance, quand les enfants doivent apprendre seuls à la maison? Elle montre l'importance du contact humain direct – et ce qui manque maintenant, du jour à l'autre, avec le manque de la présence des enseignants dans la classe, indispensable avant, du temps de l'apprentissage en commun. De nombreux parents essaient de compenser cela, avec une réussite mitigée. Tous les enfants n'ont pas les mêmes chances de disposer d'un foyer familial adapté à leurs besoins.

Retour immédiat dans la salle de résonance: la classe

La situation d'urgence montre autre chose: Il est évident que la pédagogie le place avant la technologie d'apprentissage. De nombreux numérisateurs non critiques et promoteurs d'un monde d'apprentissage virtuel risquent de l'oublier. L'emploi des médias numériques ne pose généralement aucun problème aux élèves. Mais ce dont ils ont besoin pour un bon apprentissage, c'est de se trouver en face d'une personne engagée. L'apprentissage a besoin de relations positives. C'est pourquoi les médias numériques – en particulier à l'école primaire – ne sont qu'un complément à l'enseignement de personne à personne, souligne le psychologue et psychothérapeute Allan Guggenbühl. Car l'évolution humaine n'est pas identique à la révolution technique. Même à l'ère du numérique, l'être humain devient ce qu'il doit être humain face à l'être humain. Bientôt, les enfants des écoles primaires et leurs enseignants retourneront dans la salle de résonance, c'est-à-dire leur classe. Cette initiative est favorable pour de nombreuses raisons.●

¹ Nadja Pastega: *Beim Fernunterricht überzeugten nicht alle Lehrer*. Ds: «Sonntagszeitung» du 12/04/2020, p. 8

² Fridtjof Küchemann: *Warum es so schwierig ist, ohne Lehrer zu lernen*. Ds: «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 20 mars 2020

³ Jens Beljan: *Schule als Resonanzraum und Entfremdungszone. Eine neue Perspektive auf Bildung*, Juventa Verlag, Weinheim 2019, p. 375

⁴ Hartmut Rosa: *Resonanz. Eine Soziologie der Weltbeziehung*, Suhrkamp, Berlin 2016, p. 403

⁵ Vgl. Martin Buber: *Ich und Du*, Verlag Lambert Schneider, Gerlingen 1997

⁶ Joachim Bauer: *Wie wir werden, wer wir sind. Die Entstehung des menschlichen Selbst durch Resonanz*, Karl Blessing Verlag, München 2019, p. 205

⁷ Ewald Terhart: *Eine neo-existenzialistische Konzeption von Unterricht und Lehrerhandeln? Zu Gert Biestas Wiederentdeckung und Rehabilitation des Lehrens und des Lehrers*, in: *Vierteljahrsschrift für wissenschaftliche Pädagogik*, 94, 2018/3, p. 479

Source: *Journal 21* du 18 avril 2020

Prendre soin de la nature et de ses créatures

«D'Amour et de miel», roman de Meredith May

dk. Le roman* raconte l'histoire de Meredith et de son frère Matthew. Après le divorce de leurs parents, les deux enfants se retrouvent complètement livrés à eux-mêmes car délaissés par leur mère. Elle passe souvent plusieurs jours au lit, sous l'emprise de dépressions. Ses deux enfants trouvent leur seul soutien auprès de leur grand-père, apiculteur passionné, qui

les initie au monde fascinant des abeilles. Il prend soin de plusieurs ruches, à Big Sur, sur la côte californienne, travaillant le miel dans un vieux bus abandonné.

Peu après l'arrivée chez leurs grands-parents, Meredith et Matthew apprennent que les abeilles ne piquent que pour défendre leur ruche. Une ruche est comparable à un château, occupé d'une reine, mais sans roi. «Toutes les abeilles ouvrières sont des femelles; environ soixante mille filles nourrissant leur mère, lui apportant des gouttes d'eau et la tenant au chaud la nuit. Sans reine qui se charge de produire les œufs, la colonie se réduirait vite et périrait. Quant à la reine, sans ses filles pour prendre soin d'elle, elle mourrait de faim ou de froid. C'est de leur besoin réciproque que les abeilles tirent leur force.» Meredith apprend également que les abeilles ne produisent pas seulement du miel, mais qu'elles pollinisent également les fleurs, condition indispensable à la production de fruits par les plantes, des noix et des légumes: «Si les abeilles ne transportaient pas de pollen, explique le grand-père, les rayons fruits et légumes de l'épicerie se videraient. Je perdrais mes concombres et mes mûres bien-aimés. Plus de citrouilles à Halloween. Imaginez nos étés sans pastèques! Ou le «Manhattan» de Granny sans cerises. Sans les abeilles, le monde serait ennuyeux et sans fleurs, voilà son avertissement.»

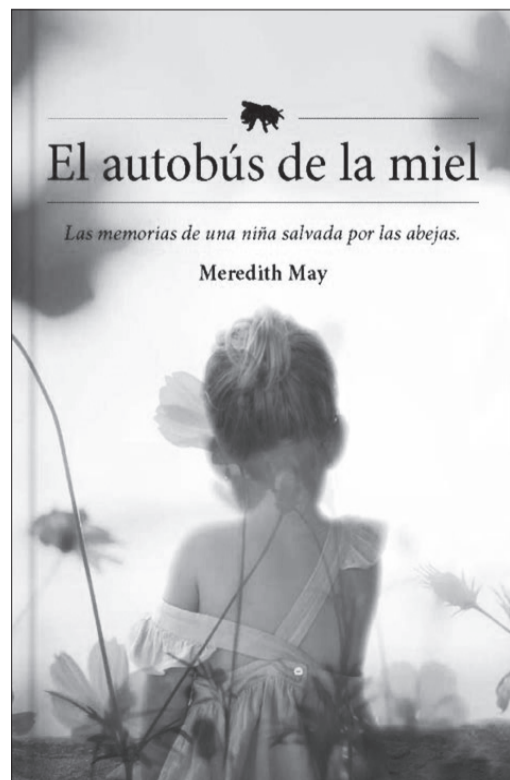
Un jour, alors que Meredith est battue par sa mère, elle trouve du réconfort auprès de son grand-père: «Est-ce que je t'ai parlé une fois des abeilles scouts, me demanda mon

grand-père. Quand leur maison n'est plus bonne, elles s'envolent en quête d'une meilleure. Ne perds pas courage à cause de ta mère. Tu es intelligente comme une abeille scout. Un jour, tu trouveras ton chemin à toi.»

En effet, Meredith trouve sa voie, fréquente le collège et finit par être journaliste chez «San Francisco Chronicle». A l'instar de son grand-père, elle élève des abeilles, initie d'autres personnes à l'apiculture en s'inspirant ainsi l'héritage de son grand-père: «Quand grand-père m'a demandé de m'occuper de ses abeilles, il ne pensait pas seulement à sa dernière colonie; il m'a fait promettre de m'occuper de toutes les abeilles, de la nature, de toutes ses créatures. En bref, il m'a encouragé à tout regarder avec les yeux d'un apiculteur, d'emprunter une attitude douce envers toutes les créatures, y compris celles capables de piquer.» Y a-t-il chose plus merveilleuse que d'initier vos petits-enfants à une vie aussi riche?

* May, Meredith *D'Amour et de miel*

Meredith May est journaliste et auteur. Elle vit dans la région de la baie de San Francisco et écrit pour le «San Francisco Chronicle». Elle a remporté le «Prix littéraire PEN USA pour le journalisme» et a été nommée pour le prix Pulitzer. Son livre «The Honey Bus» a été traduit en onze langues. L'édition française est disponible sous le titre «D'amour et de miel».



Couverture de l'édition espagnole.